

CPIA Detailed Report

Country: Comoros

Exercise Year: CPIA Exercise 2023

Currency: Comorian Franc (KMF)

City: Moroni

Income Group: Lower middle income

Lending Category: IDA

Final CPIA Score: 2.403

(A) Economic Management

Cluster Score: 2.667

01. Fiscal Policy

Criteria Score: 2.5

1. Fiscal Policy

Score Type	Value
Draft Score	2.5
Reviewed Score	2.5
Second Draft Score	2.5
Final Score	2.5

Country Notes:

L'activité intérieure, qui avait commencé à se redresser fin 2021 avec la reprise du tourisme et des événements sociaux tels que les grands mariages, a été affectée par le ralentissement de la croissance

mondiale et la flambée des prix des produits de base et des carburants en 2022, résultant de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Le Gouvernement des Comores a tenté de limiter les impacts de ces chocs exogènes sur les finances publiques.

Pour les Comores, le taux de pression fiscale reste très faible et a connu une baisse, passant de 8,6% en 2021 à 7,7% en 2022 (FMI, 2023). Les pertes des entreprises publiques et les exonérations fiscales ont grevé les recettes budgétaires en 2022. Avec les dons qui ont été en baisse (6,7% du PIB en 2021 et 4,4% du PIB en 2022)?; les recettes globales ont chuté de 17% du PIB en 2021 à 14,2% en 2022 (FMI, 2023). Quant aux dépenses publiques, elles ont connu également une légère baisse, de 19,8% du PIB en 2021 à 18,2% en 2022, en dépit des subventions du gouvernement sur le riz et la farine.

Les effets de la crise en 2022 ont été atténués par (i) l'augmentation des recettes non fiscales, notamment les dividendes de la banque centrale (en décembre 2021, la BCC a rétrocédé les DTS échangés (17,1 millions de DTS, soit 1,4 % du PIB) au Trésor pour qu'il les utilise comme réserve de liquidités) ; (ii) la diminution des dépenses liées à la COVID-19, (iii) le report des dépenses publiques (financement propre) pour le projet de l'hôpital El Maarouf et (iv) les mesures visant à éliminer les « travailleurs fantômes » qui ont aussi contribué à limiter la masse salariale.

Le déficit intérieur primaire s'est donc réduit jusqu'à 1,9 % du PIB en 2022, contre 3,4% en 2021, en raison surtout de la hausse des recettes non fiscales et la baisse des dépenses. Toutefois, le déficit budgétaire s'est détérioré et a atteint 3,0% du PIB en 2022 contre 2,4% en 2021. En 2022, la Banque centrale a mené une politique monétaire restrictive pour lutter contre l'inflation, à travers l'augmentation du taux de réserves obligatoires de 10% en janvier 2022 à 15% en juillet 2022 et plusieurs opérations de ponction de liquidité bancaire. Toutefois, le déficit budgétaire s'est détérioré et a atteint 3,0% du PIB en 2022 contre 2,4% en 2021. Au niveau du taux de change, si la valeur dule Franc Comorien est fixe rattaché par rapport à l'euro (1Euro=490FC), la monnaie des Comores a perdu sa valeur par rapport au dollar américain, passant d'une moyenne de 416,39 FC pour 1 USD en 2021 à 467,53 FC en 2022, aggravant ainsi le service de la dette.

Le FMI a approuvé, le 1 juin 2023, une facilité élargie de crédit (FEC) de 43 millions d'USD sur quatre (4) ans aux Comores. Le programme appuyé par la FEC vise à préserver la stabilité macroéconomique et à mettre en œuvre les plans des autorités en matière d'assainissement budgétaire, de stabilisation du secteur financier et de réformes de la gouvernance et de lutte contre la corruption. Parmi les réformes réalisées et en cours pour améliorer les recettes publiques figurent la création de la Direction Générale des Impôts (DGI), la désignation du DG de la DGI, la création de la Direction des Grandes et Moyennes Entreprises (GME) au sein de la DGI et l'augmentation du nombre de contribuables actifs de 10 % à la Direction des Grands et Moyens Entreprises.

02. Monetary Policy

Criteria Score: 3.5

2. Monetary Policy

Score Type	Value
------------	-------

Draft Score	3.5
Reviewed Score	3.5
Second Draft Score	3.5
Final Score	3.5

Country Notes:

Du fait de la flambée des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, l'inflation a atteint 12,4% en 2022 contre 0,1% en 2021. Pour lutter contre l'inflation, la Banque centrale des Comores a mis en œuvre en 2022 une politique monétaire restrictive axée notamment sur l'accroissement du taux des réserves obligatoires de 10% à 15%, et des opérations de reprise de liquidité aux établissements financiers, qui continuent jusqu'à maintenant (septembre 2023).

Les transferts d'argent reçus via les sociétés spécialisées de transferts d'argents (STA) restent robustes, passant de 96,4 milliards de FC en 2021 à 103,2 milliards de FC en 2022 (Source: BCC, 2022).

Le taux d'escompte de la BCC a été fixé à (€STR)+1,5 (Taux moyen pondéré au jour le jour de l'Euro). C'est le taux d'intérêt pratiqué par la BCC dans le cadre d'opérations de refinancement. Il permet à la Banque, non seulement, d'influencer le coût de la liquidité bancaire, mais surtout de transmettre au marché des informations sur l'orientation de sa politique monétaire. Le taux des avances à l'État est passé de 2,422% en janvier 2022 à 4,584% en décembre 2022. Le taux des dépôts à terme est passé de 1,75% en janvier 2022 à 2,5% en décembre 2022 (Source: BCC, 2022).

Depuis janvier 2023, la Banque Centrale des Comores (BCC) a abandonné l'indexation automatique de ses taux d'intérêt au taux moyen pondéré au jour le jour du marché interbancaire de la zone euro (€STR) et a adopté un **régime de corridor** centré autour du **taux limite de soumission à ses appels d'offres de liquidité** (TSAO) sur le marché monétaire local. Fixé, pour les appels d'offres négatifs de la BCC, à 2,5% au 30 janvier 2023, celui-ci a été relevé à **3%** à l'issue de la dernière réunion du Conseil d'administration tenue le 4 juillet 2023. Par la même occasion, le pas de minoration/majoration pour la déduction des autres taux directeurs a été élargi de 2,5 à **3,0** (Source: BCC, 2022).

Par ailleurs, fixés par le Ministère des Finances sur proposition de la BCC, les taux d'intérêt applicables par les établissements de crédit aux transactions avec leur clientèle ont été maintenus à leurs niveaux définis au 26 juillet 2022, à effet au 1er août 2022, comme suit :

- [2,5% - 14%] correspondant à la fourchette des taux débiteurs annuels (intérêts et commissions) applicables aux opérations de crédit. Ainsi, sa limite plancher a été abaissée de 7% à 2,5% tandis que son plafond a été maintenu à 14% ;
- 2,5% pour le taux plancher de rémunération des dépôts d'épargne de la clientèle auprès des établissements de crédit, qui était de 1,75% avant la prise de cette mesure.

La fixation des taux d'intérêts bancaires du Ministère, sur proposition de la BCC, n'a pas de changement significatif sur le crédit à l'économie qui a cru de 13,4% entre mars 2022 à aout 2022, contre 12,2% entre aout 2022 et mars 2023. D'ailleurs, le ministère avait fixé aussi la fourchette des taux débiteurs à [12,75% - 14%] pour 2021 et [71,75% - 14%] pour 2020, toujours sur proposition de la BCC.

Les réserves du pays restent confortables, estimées à 8 mois d'importation des biens et services en 2023, contre 6,7 en 2022 (FMI, 2023).

03. Debt Policy

Criteria Score: 2

3. Debt Policy

Score Type	Value
Draft Score	2.0
Reviewed Score	2.0
Second Draft Score	2.0
Final Score	2.0

Country Notes:

Le stock de la dette publique de l'UdC est relativement faible. Le ratio d'endettement par rapport au PIB est estimé à 32,7% en 2022 contre 31,3% en 2021. En 2021, la dette publique de l'UdC était composée de 82,7% de dettes extérieures, (dont 32,1% de dette multilatérale, 22,5% de dette bilatérale et 28,1% de dette garantie) et de 17,3% de dettes intérieures. La dette garantie concerne surtout sur l'entreprise publique Comores Telecom. La part des prêts non concessionnels s'élevait à 10 % de la dette extérieure fin 2022. Elle devrait augmenter au cours des prochaines années, parallèlement au décaissement du prêt non concessionnel pour la construction de l'hôtel Galawa.

L'analyse de soutenabilité de la dette du FMI d'avril 2023 a indiqué que la dette des Comores est soutenable, mais le pays reste exposé à un risque élevé de surendettement, en raison de sa capacité de remboursement moyenne par rapport au volume des emprunts non concessionnels consentis. La détérioration possible de la santé financière des entreprises publiques telles que Comores Telecom pourrait en outre exacerber les difficultés budgétaires du pays et rendre difficile le remboursement des emprunts contractés.

Des arriérés de paiement extérieurs et intérieurs se sont accumulés et les dépenses liées à la dette ont connu une hausse d'environ 26,7% en 2022. Le gouvernement compte négocier avec ses créanciers, pour la restructuration de leurs prêts et mettre en œuvre des réformes, dont l'audit des arriérés intérieurs, l'arrêt des emprunts non concessionnels et le renforcement de la gestion des entreprises publiques.

Dans le cadre de l'amélioration de la gestion de la dette publique, le Gouvernement a adopté le Règlement n°08-017/PR portant cadre de référence de la politique d'endettement public et de gestion de la dette publique. A cet effet, le Ministre chargé des Finances prend les mesures nécessaires pour assurer la transparence du processus de gestion de la dette publique et procède, au moins par semestre à la publication d'un bulletin statistique de la dette qui fait la ventilation par créancier, par devise, par structure d'échéance et par structure des taux d'intérêt ainsi que l'utilisation des ressources mobilisées.

Selon la LFI 2023, le service de la dette publique pour l'année 2023 est prévu atteindre 7,538 milliards KMF(dont presque la totalité issue de la dette extérieure), soit 13,9% des recettes fiscales prévues pour 2023.

(B) Structural Policy

Cluster Score: 2.389

04. Policies and Institutions for Economic Cooperation, RI and Trade

Criteria Score: 2.167

4.a. Regional Integration and Economic Cooperation

Score Type	Value
Draft Score	2.5
Reviewed Score	2.5
Second Draft Score	2.5
Final Score	2.5

Country Notes:

Le pays est membre de la Ligue arabe, (i) de la Commission de l'océan indien (COI) composée de 5 États (y compris la France à travers l'île de La Réunion), (ii) du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) avec 21 pays membres et fort de ses 475 millions d'habitants, (dont les Comores participent à la zone de libre-échange du COMESA), (iii) de la Communauté des États sahélo-sahariens CEN-SAD, regroupant 29 États africains; et (iv) depuis 2017 (iv) de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC). Toutefois, les échanges des Comores avec les pays de l'Afrique, restent

faibles, ne dépassant pas les 5% du total des échanges et qui concentrent surtout avec Madagascar et l'île Maurice.

Le Kenya a supprimé la VISA d'entrée des ressortissants comoriens dans son sol. Par réciprocité, le Président des Comores compte ouvrir les Comores aux ressortissants Kényans.

Le Groupe de travail de l'accession des Comores à l'OMC a été établi le 9 octobre 2007. Les Comores ont réalisé des progrès significatifs sur la voie de leur adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) L'acte d'adhésion devrait être formalisé lors de la 13ème Conférence ministérielle, qui se tiendra, du 26 au 29 février 2024, à Abu Dhabi, aux Émirats Arabes Unis.

Dans le rapport de l'UA/BAD/CEA sur l'indice de l'intégration régionale en Afrique de 2020, les Comores sont à la 20e place dans le classement général sur les 54 pays africains de l'étude avec un score de 0,350. Cependant, pour les trois autres dimensions (intégration commerciale, intégration productive et intégration des infrastructures) les scores sont quasiment toutes faibles, avec des rangs, respectivement 51e, 39e et 25e sur 54 pays. Les Comores ont signé, et ont ratifié la ZLECAf le 19 février 2023. Les Comores disposent d'une stratégie nationale de mise en œuvre de la ZLECAf. Le Président des Comores assure depuis 19 février 2023 et pour un mandat d'un (1) an la présidence de l'Union africaine, dont parmi les priorités de son mandat figurent l'accélération de la mise en œuvre de la ZLECAf.

La Banque centrale des Comores assure pour le moment le point focal des questions d'intégration régionale aux Comores, notamment dans le suivi des respects des critères de convergence macroéconomique. Au niveau de la COI, les Comores ont payé en 2020 à hauteur de 5,1% des contributions statutaires de l'organisation contre 30,1% pour Madagascar.

La coopération économique des Comores est orientée plutôt vers les pays Arabes qui octroient fréquemment des dons et financent des projets de développement dans le pays. Le pays dispose deux ministères en charge de l'Intégration régionale et des coopérations économiques. Il s'agit du ministère de l'Économie, de l'Industrie, des Investissements , Chargé de l'Intégration Économique et le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération Internationale, chargé de la diaspora et de la Francophonie qui dispose d'un Secrétaire d'État chargé de la Coopération avec le Monde Arabe.

4.b. Trade restrictiveness

Score Type	Value
Draft Score	2.0
Reviewed Score	2.0
Second Draft Score	2.0
Final Score	2.0

Country Notes:

Les Comores ont significativement simplifié et réduit les régimes tarifaires applicables au commerce extérieur, en se rapprochant davantage du tarif extérieur commun du COMESA. En tant que membre de la Zone de libre échange (ZLE) de COMESA, le pays applique un abattement tarifaire au cordon douanier de 100% sur les importations originaires des pays membres de la ZLE. Dans le programme d'intégration du COMESA, il est prévu la mise en place d'une Union douanière prochainement avec l'harmonisation régionale des législations et procédures douanières entre les pays membres. Les services des douanes sont dotés du logiciel sydonniaworld. Les droits de douanes aux Comores varient de 0% à 20%. La ratification de la ZLECAf et la volonté du pays de poursuivre son accession à l'OMC montrent l'intention du pays dans la libéralisation des échanges.

Aux Comores, il n'existe aucune restriction officielle à la libre circulation et au libre établissement des personnes. Une loi sur la libre concurrence consacrée son ancrage aux principes d'intégration régionale a été adoptée en décembre 2013, garantissant les mêmes privilèges aux étrangers qu'aux nationaux. Le nouveau Code des Investissements promulgué en janvier 2021 a réitéré cette garantie. Toutefois, en raison de la forte imbrication des milieux économiques et politiques et de la rareté des terres, cette liberté d'établissement est très limitée.

La loi sur la concurrence a été mise en application, à travers le décret 22-005/PR du 4 février 2022, portant application de certaines dispositions de la loi relative à la concurrence en Union des Comores. Il a été décidé que pour lutter contre la hausse excessive des prix des produits de première nécessité, le Gouvernement peut prendre, par arrêtées du Ministre en charge de l'économie, des mesures exceptionnelles pour réglementer les prix, pour une durée n'excédant pas 6 mois, prorogeable suivant la nécessité de la conjoncture économique. et l

La loi sur le régime du commerce extérieur est désormais opérationnelle, après le décret 22-004/PR du 18 janvier 2022 pris par le Président de la République et qui fixe les règles particulières, relatives à l'exercice du commerce extérieur aux Comores. A ce titre, elle régit notamment :

modalités- - les importations et exportations des marchandises et des services; - la commercialisation des produits d'importations subventionnées dont les quantités accrues causent ou menacent de causer un dommage grave à la branche de production nationale concernée; - la pratique du dumping.

Toutefois, dans la LFI2021, les Comores ont créé une taxe assise sur la production de vanille, le girofle et l'essence d'ylangylang ylang, les principaux produits d'exportation du pays. Dans la LFI2023, la taxe sur le droit d'accise sur les produits du chapitre 22 boissons alcoolisées est fixée à 352%, contre 389% auparavant en 2017 et la taxe sur le droit d'accise sur les produits du chapitre 24 cigarette et tabac est fixée à 302% contre 2139% auparavant.

4.c. Customs/trade facilitation

Score Type	Value
------------	-------

Draft Score	2.0
Reviewed Score	2.0
Second Draft Score	2.0
Final Score	2.0

Country Notes:

La corruption tend à s'accroître dans l'Union des Comores, comme l'atteste le classement du pays dans les rapports de « Transparency International ». En effet, le pays est classé au 164^{ème} rang sur 180 avec un score de 20/100 en 2021, en net recul par rapport à 2013 où il était 127^{ème} au classement avec un score de 28/100.

En principe, il n'y a aucune restriction légale au commerce et le principe de réciprocité est normalement appliquée. Toutefois, dans la pratique, de nombreuses entraves administratives existent notamment dans l'obtention de la licence professionnelle et dans le traitement des opérations douanières et fiscales. Parmi les défis figurent l'uniformisation des pratiques et des règles entre les trois îles et l'accélération de la formation du personnel douanier aux outils informatiques pour un traitement rapide des opérations douanières et la délivrance du certificat d'origine pour les produits en provenance des pays du COMESA.

Depuis 2018, la Douane des Comores a construit un Système de guichet unique douanier pour faciliter les échanges, améliorer l'environnement des affaires et jouer un rôle de coordination entre les partenaires. Le projet de guichet unique pour le commerce basé sur SYDONIA a démarré en 2018. Il a permis depuis 2020 l'automatisation des procédures et la digitalisation de données des documents de 4 agences gouvernementales.

Les Comores créent en sus des droits et taxes à l'importation une redevance de coopération internationale de 1,5% sur la valeur à l'importation. Ce taux est passé à 2,5% en 2021.

Il est institué en Union des Comores, une taxe sur les métaux et pierres précieuses.

Le Groupe de travail de l'accession des Comores à l'OMC a été établi le 9 octobre 2007. Les Comores ont réalisé des progrès significatifs sur la voie de leur adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) L'acte d'adhésion devrait être formalisé lors de la 13^{ème} Conférence ministérielle, qui se tiendra, du 26 au 29 février 2024, à Abu Dhabi, aux Émirats Arabes Unis.

Par ailleurs, la corruption tend à s'accroître, comme l'atteste le classement du pays dans les rapports de « Transparency International ». En effet, le pays est classé au 164^{ème} rang sur 180 avec un score de 20/100 en 2021, en net recul par rapport à 2013 où il était 127^{ème} au classement avec un score de 28/100

05. Financial Sector Development

Criteria Score: 2.667

5.a. Financial stability

Score Type	Value
Draft Score	2.5
Reviewed Score	2.5
Second Draft Score	2.5
Final Score	2.5

Country Notes:

La Banque Centrale des Comores est l'autorité monétaire aux Comores qui définit et met en œuvre de la politique monétaire, garantit la stabilité du système financier et gère les avoirs extérieurs du pays. Ainsi, la Banque centrale des Comores (BCC) est responsable du contrôle du secteur financier, et de l'application des normes et des règles prudentielles. L'organe de contrôle suit de près les établissements du secteur financier à l'aide d'un programme intensif d'inspections sur place et sur pièces, et sanctionne les établissements lorsqu'ils se révèlent en violation de la réglementation prudentielle.

Le système financier comorien est concentré, peu développé et relativement vulnérable. Il est composé de quatre banques, quatre réseaux d'institutions financières décentralisées, 3 intermédiaires financiers et 2 établissements de mobile money. A fin 2021, le total bilan du système bancaire représentait 32,4% du PIB, tandis que les crédits bruts à la clientèle se situaient à 16,6% du PIB. Les trois plus grands établissements financiers contrôlent 60% des actifs du secteur. Les crédits à l'économie sont passés de 14,9% du PIB en 2020 à 16,0% du PIB en 2021. Le financement des petites et moyennes entreprises se fait principalement à travers le secteur de la microfinance qui procure un tiers des crédits octroyés. Le taux des créances brutes en souffrance semble s'être amélioré avec un taux de 13,9% en 2022 contre 16,8% en 2021, entre autres, en raison de l'évolution positive de la situation économique. Bien que liquide et relativement bien capitalisé, le système financier de l'UdC est fragile et peu rentable. Le taux de rendement des fonds propres était demeuré négatif à -2,1% en 2021 contre -11,4% en 2020. Le taux de bancarisation était estimé à 27,4% en 2021. Parmi les réformes en cours au niveau du secteur financier figurent la restructuration de la banque postale publique et les renforcements de la supervision et des capacités de résolution de la banque centrale.

Dans le cadre de mise en œuvre du programme FEC avec le FMI, le pays est en train de mener les réformes suivantes : (i) restructuration de la SNPSF (Société Nationale des Postes et des Services Financiers) à travers la séparation des activités postales et des activités financières qui entraînent la mise en place de la Banque Postale des Comores (BPC), (ii) création le 27/06/2023 l'unité de résolution qui

rend compte au conseil d'administration, séparément de la Direction de la Surveillance des BEF et de la Règlementation (DSBR).

Le secteur financier est vulnérable aux chocs à moyen terme. La proportion des PNP et le niveau du capital à risque sont élevés. Les principes de base de l'Accord de Bâle sont respectés d'une manière limitée (les exigences en matière d'adéquation de capital ne sont pas conformes ou sont en-deça de celles de Bâle I). La qualité de la gestion des risques dans les institutions financières est modeste. Les superviseurs disposent d'outils et de ressources rudimentaires pour entreprendre l'évaluation des risques.

5.b. Sector's efficiency, depth, and resource mobilization strength

Score Type	Value
Draft Score	2.5
Reviewed Score	2.5
Second Draft Score	2.5
Final Score	2.5

Country Notes:

Le système financier comorien est dépourvu de marchés de titres ; il est constitué uniquement de quelques banques et institutions de microfinance qui assurent seules le financement de l'économie nationale. Nonobstant, le marché monétaire a été inactif avant 2022, ceci en raison de la fragmentation et de la surliquidité structurelle qui caractérisent le secteur bancaire et désamorcent tout intérêt à des échanges entre les institutions de la place. Toutefois, depuis 2022, la Banque Centrale des Comores a procédé aux opérations de reprise de liquidité sur le marché monétaire sous forme de dépôt à terme, à travers des appels d'offres compétitifs.

Le niveau de crédit intérieur est relativement faible, passant de 17,23% du PIB en 2020 à 21,56% du PIB en 2022. La consolidation des situations comptables des établissements de crédit affiche un total bilan de 201,1 milliards FC à fin décembre 2022 contre 189,4 milliards FC l'année précédente, soit une hausse de 6,2%. A l'actif, cette progression est principalement tirée par les crédits à la clientèle dont le niveau est passé de 97,2 milliards FC à 121,2 milliards FC, soit un rythme de croissance de 24,7%. La progression du total bilan, s'est reflétée au passif, par la hausse des dépôts clientèles s'établissant à 164,1 milliards FC à fin décembre contre 159 milliards FC une année auparavant, équivalent à une hausse de 3,2%.

Les créances accordées aux entreprises publiques se sont élevées à 18,7 milliards FC à fin décembre 2022 contre 6,7 milliards FC à fin décembre 2021. De même les crédits accordés aux particuliers ont crû de 23,9% s'établissant à 68,2 milliards FC à fin 2022 contre 55,1 milliards FC l'année précédente. A l'inverse, les crédits à l'Etat se sont contractés de 30% passant de 3,8 milliards FC à fin décembre 2021 à 2,7 milliards FC l'année suivante. Pour ce qui est des créances aux entreprises privées, elles sont restées quasiment constantes sur la période autour de 29 milliards FC.

En termes de structure, parmi les crédits accordés par le système bancaire, les créances aux particuliers occupent la première place (56,3%), suivies par celles octroyées aux entreprises privées (24%). En examinant l'évolution du crédit par échéance, on s'aperçoit qu'il est dominé par les créances de courtes durées. En effet, le crédit à court terme représentant 41,9% des crédits à la clientèle est passé de 42,6 milliards FC à fin décembre 2021 à 50,7 milliards FC à fin décembre 2022, soit une croissance de 19%. Le crédit à moyen terme équivalent à 20,7% du crédit total s'est contracté sur la période s'établissant à 25,1 milliards FC à fin décembre 2022 contre 27,1 milliards FC une année plus tôt, soit une baisse de 7,4%. Le crédit à long terme a quant à lui progressé sur la période, passant de 8,8 milliards FC à 25,9 milliards FC. La qualité du portefeuille s'est améliorée sur la période puisque le taux de créances douteuses a perdu 3,1 points de pourcentage, passant de 19,1% à 16%. (BCC, 2022).

La taille et la portée des marchés financiers sont limitées, et les marchés de capitaux sont peu développés, bien qu'ils connaissent des améliorations. Les taux d'intérêt sont élevés, et les crédits du secteur privé (en tant que pourcentage du PIB) sont d'un niveau bas, au regard de la taille et de la sophistication de l'économie. Les systèmes de micro-crédit sont inefficaces.

5.c. Access to financial services

Score Type	Value
Draft Score	3.0
Reviewed Score	3.0
Second Draft Score	3.0
Final Score	3.0

Country Notes:

A fin décembre 2021, le paysage bancaire comorien reste celui de 2020. Le système bancaire comorien comprend quatre (04) Banques, quatre (04) Institutions Financières Décentralisées (IMF), trois (03) intermédiaires financiers (AID) et deux (02) établissements de monnaie électronique. La pénétration du secteur financier reste faible aux Comores. Le taux de bancarisation est estimé à 27,4% (2021). Le nombre d'agences hors siège (Banque, IMF, AID) et des guichets automatiques ont été respectivement de 173 et 26 en 2021 (Rapport annuel 2021 BCC).. En 2021, le paysage de la monnaie électronique est constitué de quatre établissements qui sont autorisés à développer des activités de mobile money (Mvola (avec Telco), Holo (liée à la Banque de Développement des Comores), Hury money (filiale de Comores Telecom et Wari (filiale de MCTV, un intermédiaire financier)). L'encours global de la monnaie électronique s'établit à 2,1 milliards FC contre 606,8 millions FC en 2020 et 240,7 millions KMF en 2019. Le nombre de comptes ouverts a considérablement augmenté, passant de 284 802 en 2020 à 422 531 en 2021. Toutefois, les comptes actifs ont diminué, passant de 69587 en 2021 à 51874 en 2022.

La consolidation des situations comptables des établissements de crédit affiche un total bilan de 201,1 milliards FC à fin décembre 2022 contre 189,4 milliards FC l'année précédente, soit une hausse de 6,2%.

Les systèmes de paiement et de compensation et les systèmes de soumission de rapports sur les crédits sont peu développés, mais fonctionnels. Un petit pourcentage de la population a accès aux services financiers du secteur formel, mais ce pourcentage a tendance à augmenter. Les PME ont un accès limité au financement, mais cet accès a tendance à s'élargir. Le cadre juridique réglementaire n'est pas très propice à l'accès aux services financiers, mais connaît quelques améliorations.

La Banque Centrale des Comores a lancé en début 2021 un programme d'appui au secteur financier à hauteur de 8 milliards de FC qui va permettre, entre autres, d'accroître l'inclusion financière pour les femmes, les agriculteurs et les personnes dans le milieu rural.

06. Business Regulatory Environment

Criteria Score: 2.333

6.a. Regulations affecting entry, exit, and competition

Score Type	Value
Draft Score	3.0
Reviewed Score	3.0
Second Draft Score	3.0
Final Score	3.0

Country Notes:

Les Comores ont l'Agence Nationale pour la promotion des investissements (ANPI) qui dispose d'un guichet unique pour la création d'entreprise. Le bureau de création d'entreprises (BCE) a été créé pour permettre aux porteurs de projet de déclarer en un seul lieu, sur un seul document, en un seul paiement et en moins de trois jours, la création, la modification ou la radiation d'une entreprise. Le BCE regroupe l'ANPI, un notaire, le service des domaines et le greffe du tribunal de commerce au sein d'un guichet unique. L'immatriculation d'une entreprise n'est pas immédiate, mais le BCE vous délivre immédiatement un récépissé de dépôt de création d'entreprise dès lors que le dossier d'immatriculation est complet. Le BCE s'engage à accomplir vos formalités dans un délai de 72H. Pour investir dans certains secteurs, la réglementation en vigueur exige la délivrance d'une autorisation spéciale, remise par les autorités compétentes après examen de dossier. Les secteurs règlementés sont les suivants – Banque - Pêche - Education - Santé-Banque - Pêche - Éducation – Santé-Tourisme – Énergie – TIC-Transports. L'ANPI

dispose d'un Bureau des Autorisations Spéciales (BAS), composé de facilitateurs qui accompagneront vos démarches auprès des autorités compétentes.

Le gouvernement comorien a adopté en décembre 2013 une loi sur la libre concurrence consacrant définitivement son ancrage dans les principes d'intégration régionale. Cette loi garantit les privilèges aux étrangers qu'aux nationaux. Toutefois, dans la pratique, en raison de forte imbrication des milieux politiques et économiques et de la rareté des terres, cette liberté d'établissement est très limitée. Une bonne partie de l'économie nationale est, depuis de nombreuses années, dominée par des familles rentières et jusqu'à présent, seules quelques grandes firmes internationales sont parvenues à pénétrer le marché local.

Par décret en date du 30 janvier 2021, le président a promulgué la loi N 20-035/AU portant code des investissements. Le nouveau code prescrit des garanties, droits et libertés au bénéfice de l'investisseur : liberté d'investissement, égalité de traitement entre l'investisseur national et l'investisseur étranger, protection de droits de propriété, liberté de transfert de capitaux, ainsi que liberté de transfert de rémunération. L'un des points saillants de la réforme est la suppression de la pratique de la convention d'Établissement et son remplacement à travers l'introduction, à côté de deux types de régimes d'agrément existants, deux autres types de régimes pour les gros investissements. Désormais, le code des investissements repose exclusivement sur un dispositif d'agrément. Le régime fiscal et douanier ainsi que la durée des avantages seront fonctions du type d'agrément.

Les Comores ont été classées 158e sur 190 pays dans le rapport de facilité de faire les affaires 2020 de la Banque mondiale. Il s'agit d'une amélioration positive par rapport aux années précédentes. Le nombre total de procédures pour enregistrer une entreprise est de 9 et il faut 16 jours pour enregistrer l'entreprise. L'institution chargée de l'enregistrement des entreprises est le registre du commerce. Le processus commence par la vérification et la réservation du nom de l'entreprise ; déposer le capital de démarrage à la banque et obtenir un reçu ; enregistrer les statuts de la société chez le notaire ; dépôt des statuts de la société au Ministère des Finances ; immatriculer la société au Tribunal de Commerce ; obtention de la licence professionnelle (brevet) auprès de l'Administration Fiscale ; légaliser les livres de la société au tribunal ; faire un sceau d'entreprise; et s'inscrire à la sécurité sociale.

Le rapport Doing Business de la Banque mondiale a classé les Comores au 101e rang dans le rapport de facilité de faire les affaires. Il faut entre 11 démarches et 107 jours pour obtenir les permis. Les conditions d'obtention d'un permis de construire sont clairement précisées dans le règlement de construction ou sur tout site Internet, brochure ou dépliant accessible.

Selon le rapport de facilité de faire les affaires de la Banque mondiale, le cadre de résolution de l'insolvabilité des Comores prévoit qu'un créancier ou un débiteur a le droit de s'opposer aux décisions

d'acceptation ou de rejet des créances des créanciers. Le cadre de l'insolvabilité prévoit la possibilité pour le débiteur d'obtenir un crédit après l'ouverture de la procédure d'insolvabilité.

6.b. Regulations of ongoing business operations

Score Type	Value
Draft Score	2.0
Reviewed Score	2.0
Second Draft Score	2.0
Final Score	2.0

Country Notes:

En 2013, les Comores ont adopté la loi sur la libre concurrence pour libéraliser l'économie. Le pays dispose également d'un code de commerce, d'un code des impôts et d'un nouveau code des investissements récemment promulgué le 30 janvier 2021. L'état de droit, c'est-à-dire l'exécution des contrats, la protection des investisseurs minoritaires, la résolution de l'insolvabilité et les droits de propriété, reste fragile aux Comores. Elle s'est dégradée même, durant la période des crises successives. Alors que les affaires trainent devant les tribunaux pendant des années, l'exécution des décisions n'est pas encore fiable. Les causes de la faiblesse du système judiciaire sont en général l'insuffisance des financements et l'ingérence politique.

Aux Comores, ce sont principalement les grandes firmes internationales qui arrivent à opérer dans un environnement marqué par l'instabilité et faible exécution des règles. Ces firmes sont en général bénéficiées de la diplomatie économique.

Selon le rapport de facilité de faire les affaires de la Banque mondiale, le cadre de résolution de l'insolvabilité des Comores prévoit qu'un créancier ou un débiteur a le droit de s'opposer aux décisions d'acceptation ou de rejet des créances des créanciers. Le cadre de l'insolvabilité prévoit la possibilité pour le débiteur d'obtenir un crédit après l'ouverture de la procédure d'insolvabilité.

Selon le CIA World Fact Book, les Comores connaissent une baisse des envois de fonds ; de nouvelles réformes structurelles et fiscales ; les impacts négatifs des cyclones et de la COVID-19 ; des dettes gérables? ; un environnement de liquidité fragile ; d'importants investissements directs étrangers ; une souffrance des entreprises publiques souffrent.

6.c. Regulations of factor markets (labor and land)

Score Type	Value
Draft Score	2.0
Reviewed Score	2.0
Second Draft Score	2.0
Final Score	2.0

Country Notes:

Le Code de travail en vigueur aux Comores date de 1984. Par une décision datant de 2014, le Gouvernement a rendu obligatoire l'affiliation de tous les employés du secteur privé au régime de la Caisse nationale de sécurité sociale. Par ailleurs, il est obligatoire aux employeurs d'établir un contrat de travail en conformité avec le code de travail. Selon les dispositions du code de travail aux Comores, les contrats à durée déterminée ne peuvent excéder deux ans et ne peuvent être renouvelés qu'une année supplémentaire. Les étrangers peuvent être sous contrat de durée déterminée de plus de trois ans. L'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements (ANPI) s'est chargée de délivrer le permis de travail aux étrangers, avec un renouvellement sur la base annuelle, mais sans limite fixe.

Le SMIG est actuellement à 55000KMF et dans tous les établissements publics et privés, la durée légale de travail ne peut excéder quarante heures par semaine. Cependant, très peu d'acteurs se soumettent aux dispositions de ce code de travail, surtout ceux dans l'informel. Aux Comores, les entreprises ont une totale liberté dans l'embauche ou le licenciement du personnel, en raison de l'importance du travail non déclaré à l'inspection du travail. Seuls les employés du secteur public ou parapublic sont protégés par des lois car des derniers bénéficient de la couverture syndicale. Le service des domaines est l'institution chargée de l'enregistrement des biens immobiliers. Aucune restriction n'est constatée sur les achats et les baux. Le tribunal de première instance -chambre civile est la juridiction en charge de résolution des litiges fonciers ou le droit foncier d'un immobilier. Une loi a été adoptée en 2014 fixant les droits d'immatriculation à 10 000 KMF contre plusieurs centaines de milliers de francs auparavant. Toutefois, il faut souligner que cette dernière loi est faiblement appliquée par les services du domaine.

Il y a aussi la Promulgation du Décret Portant Organisation, Fonctionnement et Modalités de Gestion du Fonds National pour l'Initiative un Jeune-un Emploi en Mai 2022.

Selon le rapport de facilité de faire les affaires de la Banque mondiale, l'enregistrement d'une propriété aux Comores nécessite 4 procédures et 30 jours. Le type de système d'enregistrement foncier dans l'économie est le système d'enregistrement des titres de propriété. Il n'existe pas de base de données électronique pour enregistrer les limites, vérifier les plans et fournir des informations cadastrales (système d'information géographique). Le tribunal de première instance de la chambre civile est le tribunal de première instance en charge d'une affaire impliquant un litige foncier classique entre deux entreprises locales concernant les droits fonciers d'une propriété d'une valeur de 50 fois le revenu national brut (RNB) par habitant et située dans la plus grande ville commerciale.

(C) Policies for Social Inclusion/Equity

Cluster Score: 2.667

07. Gender Equality

Criteria Score: 2.833

7.a. Promotion of equal access for men and women to human capital development opportunities

Score Type	Value
Draft Score	3.0
Reviewed Score	3.0
Second Draft Score	3.0
Final Score	3.0

Country Notes:

La constitution comorienne garantit l'égalité de sexe et le gouvernement dispose de la politique nationale d'équité et de l'égalité de genre (PNEEG) de 2007 et sa révision de 2017 PNEEG2, malgré la difficulté rencontrée dans sa mise en œuvre. Le nouveau code pénal promulgué par le Président de l'Union des Comores le 16 février 2021 renforce la législation relative aux violences contre les enfants et les femmes en les criminalisant. En dehors de ces différents textes promulgués, les élections de 2019 et 2020 ont permis pour la première l'élection d'une femme au poste de Gouverneur, de 4 femmes sur 33 députés au niveau de l'Assemblée de l'Union des Comores, bien que, l'UDC a une loi sur le quota de 30% de femmes (2017).

Des progrès significatifs ont été enregistrés dans le domaine de l'accès à l'éducation dans tous les niveaux, tant pour les garçons que pour les filles. Dans sa vision d'atteinte l'émergence en 2030, le gouvernement accorde une place centrale à l'éducation comme important catalyseur du PCE « Catalyseur 3 : Un capital humain qui prépare l'avenir ». C'est ainsi que suite à l'appel des Nations Unis sur la Transformation de l'Éducation, des consultations nationales inclusives ont été menées en vue de réorienter la nouvelle politique de l'éducation à l'horizon 2030 en cours d'élaboration en application de la Loi de l'éducation révisée et promulguée le 30 janvier 2021. La lutte contre les inégalités entre les sexes dans le domaine de l'éducation est une préoccupation majeure du pays ces dernières années. Au niveau de la parité dans l'éducation (filles/ garçons), les filles sont plus avantagées dans la scolarisation sur l'ensemble des différents cycles. L'indice de parité entre 2018 et 2022 montre une dominance des filles sur les garçons: cycle primaire passant de 0,99 à 1,04 ; cycle secondaire premier cycle de 1,08 à 1,04 et cycle secondaire 2nd cycle de 1,14 à 1,17. Au niveau du supérieur également l'indice de parité sur les étudiants inscrits est passé de 1,01 à 1,14 sur la même période. ..

Au cours des dix dernières années, la fréquence des mariages précoces a connu un recul important. Selon l'enquête MICS de 2022, moins de 4,9% des femmes âgées entre 20 et 24 ans sont entrées en Union avant leur quinzième anniversaire. Même si des nombreuses filles continuent à connaître des mariages précoces, les tendances observées indiquent des progrès par rapport à la situation qui prévalait il y a dix ans, en effet selon l'EDS-MICS de 2012, une femme sur dix (10%) âgée de 20 à 24 ans était mariée avant d'atteindre la quinzaine et également plus de trois femmes sur dix (31,6%) de cette même tranche d'âge étaient mariées avant d'atteindre leurs majorités (18 ans). La construction du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Moroni, l'augmentation du nombre des médecins spécialistes, la dotation des appareils de haute qualité aux différentes structures sanitaires, le déploiement des centres ambulatoires sont des signaux montrant les efforts engagés par le gouvernement ces trois dernières années. Par ailleurs, un processus de mise en place de l'assurance maladies généralisée (AMG) est en cours. Selon l'enquête MICS de 2022, seulement 4,9% des femmes âgées de 15 à 49 ans déclarent être couvertes par une assurance maladie. Ce sont les mutuelles ou les assurances maladies communautaires (43%) qui assurent le plus de couverture ainsi que les régimes de sécurité sociale (30,8%). Les autres types de régime portent sur l'assurance santé commerciale privée (9,8%) et l'assurance maladie par l'employeur (15,9%). Par ailleurs, beaucoup d'actions en vue d'assurer un accès des services sanitaires aux femmes en âge de procréer sont mises en place tels que la prise en charge d'une grande partie des frais de consultation prénatale, de césariennes ou d'accouchements normaux en faveur des patients à travers le projet PASCO 2 financé par l'Union Européenne et par la suite le Projet COMPASS financé par la Banque Mondiale.

Cependant, les inégalités de genre au détriment des femmes persistent et touchent plusieurs secteurs et à différents niveaux s'en trouvent amplifiées.

Le gouvernement actuel nommé en mai 2022 compte une seule femme ministre sur les 13 nommés. Sur 54 communes du pays, seules 4 sont gérées par des Maires femmes soit 7% et La représentation des femmes dans l'administration publique est en général très faible, elles représentent 35,4% des effectifs de la fonction publique, 10% des effectifs des gendarmes et 21,8% des effectifs des magistrats.

Les données fournies par les services d'écoutes et de protection de l'enfance montrent une persistance des violences faites aux filles et aux femmes. Le cumul des cas de violences sur les 3 dernières années (2020-2022) s'élève à 2150 cas faits aux femmes dont 50,2% des cas de violences sexuelles, -30,1% des violences économiques et 9,9% des violences physiques. Toutefois, le nombre de cas des violences faites aux femmes et aux filles au niveau global en 2022 a connu une baisse par rapport à 2020 de presque 14%; les cas de violences sexuelles ont connu une baisse de presque 29%, il en est de même des violences physiques qui ont connu une baisse de 58%.

Sur le marché de travail, la participation des femmes est deux fois moins que celui des hommes. Le faible niveau de qualification des femmes est parmi les causes de cette exclusion. La moins visible, quoique la plus « intériorisée », est la charge disproportionnée des tâches domestiques des femmes – travail non rémunéré et non documenté, l'UDC ne disposant pas de données sur le budget-temps des femmes et des hommes. Ce qui freine l'autonomisation des femmes et des filles et les empêche d'être au même pied d'égalité que les hommes

7.b. Promotion of equal access for men and women to productive and economic resources

Score Type	Value
------------	-------

Draft Score	3.0
Reviewed Score	3.0
Second Draft Score	3.0
Final Score	3.0

Country Notes:

Dans l'activité économique, il n'existe aucune discrimination légale contre les femmes. Ces dernières ont accès à la propriété foncière et sont protégées par les coutumes qui leur confèrent la propriété du domicile conjugal en cas de séparation de couple. La promotion de l'entrepreneuriat féminin fait partie également des priorités nationales. Le taux de participation à la force de travail des hommes (% de la population masculine âgée de 15 ans et plus) était de 54,74% en 2021 (stable sur plus de 10ans); tandis que le taux de participation à la population active des femmes (15 et 64 ans) était de: 34,31% en 2021 (stable sur plus de 10 ans) ;

Les résultats de l'enquête sur l'emploi, chômage et économie informelle publiés en mars 2023 montrent que 82% des emplois recensés (hors agriculture) relèvent de l'économie informelle et seulement 18% de l'économie formelle. L'économie comorienne est donc dominée par des emplois informels généralement peu décents avec un pourcentage relativement élevée des femmes (86,1%) que d'hommes (79 %).

L'insertion des femmes au marché du travail reste faible et semble être un frein à l'autonomisation des femmes. L'économie comorienne est dominée par des emplois informels généralement peu décents avec un pourcentage relativement élevé des femmes (86,1%) que d'hommes (79 %).

La rémunération mensuelle des femmes (72000 KMF) reste en moyenne inférieure à celle des hommes (87000 KMF) (Source: BAD - Note de diagnostic 2021).

L'insertion des femmes au marché du travail reste faible et semble être un frein à l'autonomisation des femmes. Elles sont plus touchées par la vulnérabilité (paiement irrégulier de salaire, absence de SMIG, de protection sociale) du fait de leur niveau de scolarisation, bien qu'il soit en hausse chez les jeunes filles, et la persistance d'une représentation des relations femmes-hommes, au profit de ces derniers.

La Constitution de 2018 pose le principe de l'égalité entre les femmes et les hommes. Elle affirme et garantit les droits des femmes, entre autres, l'égalité de rémunération à travail égal et le droit d'accès aux instances politiques locale et nationale. Le Code électoral préconise le même droit de vote et l'éligibilité des deux sexes. Le pays a ratifié la Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes (1994), du protocole de la Charte africaine, relatif aux droits des femmes (2004). Le Code de la Famille fixe à 18 ans l'âge légal de mariage des époux et interdit les mariages forcés. Les Comores ont adopté une loi sur la prévention et la répression des violences faites aux femmes (décembre 2014), promulguée en mai 2015.

La Constitution de 2018 reconnaît le droit des femmes d'avoir accès aux instances politiques ainsi que celui de leur représentation locale et nationale. En 2017, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi instituant un quota de 30% de femmes dans les postes nominatifs et électifs, mais qui n'est toujours pas arrivé au stade de promulgation. La loi N°20- 038/AU du 29/12/2020 portant nouveau Code pénal ainsi que La loi N°20-003/AU du 29/06/2020, relative au code de la santé viennent soutenir la promotion de la femme.

Malgré la garantie de l'égalité des sexes par la Constitution de l'UDC, les instruments internationaux ratifiés et son système juridique moniste, le poids de la tradition et les rôles qu'elle impose aux deux sexes sont les causes profondes des inégalités de genre relevées. Le cadre juridique comorien, inspiré à la fois du droit moderne, du droit musulman et du droit coutumier, en est une expression et source d'incohérences internes. Tel est le Code de la Famille accordant aux hommes la polygamie ou la direction morale et matérielle de la famille ou la répudiation de la femme, réfutant ainsi le principe de non-discrimination légiféré. De même, la dispense d'âge pour le mariage pour des « motifs graves et légitimes » alors que la loi fixe à 18 ans, l'âge légal matrimonial. S'y ajoute l'application insuffisante des lois pour des questions d'accès, de coûts, de procédures ou de pratiques.

7.c. Men and women equal status and protection under the law

Score Type	Value
Draft Score	2.5
Reviewed Score	2.5
Second Draft Score	2.5
Final Score	2.5

Country Notes:

La Constitution de 2018 pose le principe de l'égalité entre les femmes et les hommes. Elle affirme et garantit les droits des femmes, entre autres, l'égalité de rémunération à travail égal et le droit d'accès aux instances politiques locale et nationale. Le Code électoral préconise le même droit de vote et l'éligibilité des deux sexes. Le pays a ratifié la Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes (1994), du protocole de la Charte africaine, relatif aux droits des femmes (2004). Le Code de la Famille fixe à 18 ans l'âge légal de mariage des époux et interdit les mariages forcés. Les Comores ont adopté une loi sur la prévention et la répression des violences faites aux femmes (décembre 2014), promulguée en mai 2015.

La Constitution de 2018 reconnaît le droit des femmes d'avoir accès aux instances politiques ainsi que celui de leur représentation locale et nationale. En 2017, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi instituant un quota de 30% de femmes dans les postes nominatifs et électifs, mais qui n'est toujours pas arrivé au stade de promulgation. La loi N°20- 038/AU du 29/12/2020 portant nouveau Code pénal ainsi que La loi N°20-003/AU du 29/06/2020, relative au code de la santé viennent soutenir la promotion de la femme.

Malgré la garantie de l'égalité des sexes par la Constitution de l'UDC, les instruments internationaux ratifiés et son système juridique moniste, le poids de la tradition et les rôles qu'elle impose aux deux sexes sont les causes profondes des inégalités de genre relevées. Le cadre juridique comorien, inspiré à la fois du droit moderne, du droit musulman et du droit coutumier, en est une expression et source d'incohérences internes. Tel est le Code de la Famille accordant aux hommes la polygamie ou la direction morale et matérielle de la famille ou la répudiation de la femme, réfutant ainsi le principe de non-discrimination légiféré. De même, la dispense d'âge pour le mariage pour des « motifs graves et légitimes » alors que la loi fixe à 18 ans, l'âge légal matrimonial. S'y ajoute l'application insuffisante des lois pour des questions d'accès, de coûts, de procédures ou de pratiques.

CEDAW a été ratifié par les Comores le 31 octobre 1994..

08. Equity of Public Resource Use

Criteria Score: 2.333

8.a. Poverty Measurement

Score Type	Value
Draft Score	2.0
Reviewed Score	2.0
Second Draft Score	2.0
Final Score	2.0

Country Notes:

Le système de statistique comorien est faible, en termes de ressources humaines que financières. La mesure de pauvreté s'effectue toujours avec l'appui des partenaires techniques et financiers comme l'étude réalisée par la Banque en 2018, en collaboration avec l'ONUFEMMES et le Gouvernement relative à la situation de la pauvreté des femmes en 2014 et celle de la Banque Mondiale en 2018, relative à la situation de 2014.

L'Union des Comores (UdC) est un pays fragile faisant partie du Partenariat de Busan et des petits États insulaires en développement (PEID). Selon les critères de la Banque mondiale, l'UdC est un pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure). La pauvreté touche également plus les femmes que les hommes.

Selon les estimations de la Banque mondiale (WB, macro-poverty outlook, spring 2023), le taux de pauvreté mesuré au seuil de 3,65 dollars par jour et par habitant (PPA2017), est resté à 39% en 2022 comme en 2021. Malgré cette stagnation, le niveau de pauvreté demeure élevé. L'incidence de la pauvreté dépend du niveau de scolarité, du milieu de résidence et des îles. Les personnes instruites ou issues du milieu urbain ou se trouvant à Grand Comore ont moins de chance d'être tombées dans la pauvreté que celles non scolarisées ou en milieu rural ou vivant dans les deux autres îles (Anjouan et Mohéli).

Certains outils de mesure de la pauvreté existent, mais, ces derniers, ne sont pas utilisés régulièrement et les informations recueillies ne sont pas très fiables. Le diagnostic de la pauvreté a été posé, sans toutefois identifier les groupes cibles et leurs caractéristiques (par exemple, le revenu, la consommation, l'origine ethnique, l'âge, le capital humain, l'emplacement). Les informations sur la pauvreté accessibles au public sont peu nombreuses ou inexistantes.

Lors de la crise de COVID-19 en 2020 jusqu'en 2021, des distributions ponctuelles de vivres et monétaires ont été menées dans le pays pour les ménages les plus vulnérables. Depuis 2022, le gouvernement a subventionné les prix de riz et de la farine pour atténuer l'augmentation générale des prix résultant de la hausse des prix des carburants et des denrées alimentaires au niveau mondial.

8.b. Public Expenditures: Priorities and strategies

Score Type	Value
Draft Score	2.5
Reviewed Score	2.5
Second Draft Score	2.5
Final Score	2.5

Country Notes:

Les dépenses publiques des Comores sont retracées dans la loi des finances et elles sont détaillées par nature. Les dépenses prévisionnelles pour les PIP sont subdivisées en deux : celles financées par l'État et celles financées par les bailleurs de fonds. Dans la LFI 2023, les dépenses des PIP pour la partie financée par l'État représentent 31% des dépenses des PIP totales. L'imprévisibilité des ressources extérieures reste très aléatoire la mise en œuvre effective des priorités et stratégies pour les groupes vulnérables. De plus, la forte prépondérance de la masse salariale dans les dépenses courantes (48,2% dans la LFI2023) laisse peu de marge de manœuvre pour une répartition sectorielle des dépenses. Toutefois, la LFI2023 est plus orientée vers les domaines sociaux et touchent surtout les populations pauvres et vulnérables. Dans la répartition administrative des crédits, le ministère de santé a bénéficié 25% de l'ensemble des crédits alloués aux ministères et le ministère de l'éducation 24,6%. Le gouvernement a alloué en conséquence presque la moitié des crédits de l'ensemble des ministères aux deux ministères à vocation sociale. Outre les ministères, les institutions constitutionnelles (Présidence de l'Union, Assemblée et Cour suprême) et les gouvernorats des 3 îles disposent également des crédits dans le budget du pays.

Le pays continue d'appliquer les subventions aux prix du riz et de la farine, pour atténuer l'envolée des prix à la consommation, résultant notamment de la hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants au niveau international.

Les programmes de prestations en cours se réduisent aux prestations fournies par la Caisse nationale de retraites, la caisse nationale de prévoyance sociale pour les employés du secteur public et privé, les mutuelles de santé, les maigres pensions de reconversions et celles versées aux handicapés. Les personnes qui n'ont pas cotisé dans ces structures étatiques comme celles travaillant dans le secteur informel, agricultures, pêches artisans... ne bénéficient d'aucune prestation sociale.

Une stratégie est en cours d'élaboration pour aider les pauvres et les groupes vulnérables et réduire les inégalités d'accès aux services (par exemple, l'énergie, l'eau et l'assainissement, la santé, l'éducation, le transport, etc.) et aux ressources productives. Il n'y a pas de programmes ciblés pour aider ces groupes et les efforts pour atteindre ces classes de la population sont très limités. Les dépenses publiques ne sont que marginalement alignées sur les priorités en matière de réduction de la pauvreté.

8.c. Regressive Tax

Score Type	Value
Draft Score	2.5
Reviewed Score	2.5
Second Draft Score	2.5
Final Score	2.5

Country Notes:

Le système fiscal est progressif pour les taxes sur les salaires ; allant de 5% minimum à 30% pour la tranche des salaires les plus élevés. Mais, avec l'importance du secteur informel et des indépendants, ce système fiscal n'a que peu d'impact sur l'inégalité. Théoriquement, le système fiscal est équitable. Toutefois, les différentes exonérations, l'importance du secteur informel, la forte intensité de la corruption et la performance limitée de l'administration fiscale le rendent difficilement atteint et empêchent l'amélioration des recettes fiscales dans le pays. Les Comores n'appliquent encore la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). En lieu et place, le Code général des impôts a prévu la taxe sur la consommation intérieure (TC), dont le taux de base est de 10%. Le taux de pression fiscale a été faible de 8,6% en 2021 et de 7,7% en 2022 (FMI, 2023).

L'incidence globale des recettes est régressive dans une large mesure et ne reflète pas les priorités nationales en matière de réduction de la pauvreté. Seulement des petites mesures ont été prises au cours de l'année dernière pour répondre à ces questions.

Pour soutenir les ménages vulnérables, le gouvernement a appliqué des subventions aux prix du riz et de la farine, pour atténuer l'envolée des prix à la consommation, résultant notamment de la hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants au niveau international.

09. Building Human Resources

Criteria Score: 2.667

9.a. Health and nutrition services

Score Type	Value
Draft Score	2.0
Reviewed Score	2.0
Second Draft Score	2.0
Final Score	2.0

Country Notes:

Les Comores disposent depuis 2014 d'une politique nationale de santé (2015-2024) et d'une politique de protection sociale inclusive et durable. Les autorités comoriennes ont pris l'initiative, en 2017, d'aboutir, à terme, à une couverture santé universelle (Csu) généralisée. Sauf qu'il manque de ressources pérennes pour financer cette politique de protection sociale aux Comores. L'action des mutuelles de santé se développe de plus en plus, elles sont exclusivement financées par les cotisations des membres et ne reçoivent pas de subventions de l'État. Le nombre de mutuelles de santé recensées en 2023 s'élève à 27 dont 24 à Ngazidja, deux (02) à Anjouan et un (01) à Mohéli. Le nombre d'affiliés sur la période a connu une forte augmentation sur la période 2019-2022 passant de 6646 à 17449 (dont 38,6% de femmes). Malgré l'absence de chiffres suffisamment fiables, moins de 20% de la population comorienne dispose d'une couverture sanitaire minimale garantie. Seuls les employés de certaines entreprises et sociétés d'Etat et d'autres agents travaillant dans le secteur privé affiliés à des structures mutualistes bénéficient d'une couverture santé. Ainsi les personnes qui travaillent dans l'informel et ceux qui n'ont pas cotisé dans ces structures évoquées ci-dessus, notamment les agriculteurs, les pêcheurs, les artisans, ne bénéficient pas d'aucune prestation sociale. De nombreux Comoriens se débrouillent pour se faire soigner. Depuis la pandémie de 2020, les crédits alloués au ministère de sante ont connu une augmentation significative (24,9% des crédits alloués a tous les ministères dans la LFI2023). Les transferts de la diaspora, pour ceux qui ont bénéficié, qui ont comblé les dépenses de santé des ménages. Les données provisoires de l'enquête MICS réalisée en 2022 montrent que le taux de mortalité maternelle est estimé à 53 pour 100 000 naissances vivantes contre 172 pour 100 000 naissances vivantes en 2012 (EDS-MICS). La proportion de décès pour cause maternelle est passée de 17% en 2012 (EDS-MICS) à 7,4% en 2022 (MICS-2022). Le taux de mortalité infantile est passé de 43,5/1000 en 2017 (RGPH 2017) à environ 30/1000 selon l'enquête MICS de 2022. L'insécurité alimentaire (sévère et modérée) touche plus d'un quart de la population comorienne en 2020 (EHCVM-2020). Plus de la moitié de cette tranche de la population vivent dans une insécurité alimentaire sévère et concerne plus les

personnes vivant en milieu rural. Selon les résultats provisoires de l'enquête MICS de 2022 près d'un enfant sur dix (9,1%) âgé de moins de cinq ans connaît une insuffisance pondérale. Cette proportion est en baisse en comparaison du niveau estimé en 2012 où la prévalence de l'insuffisance pondérale était de 15,3%. La situation nutritionnelle demeure alarmante, en raison de la dépendance aux denrées alimentaires importées dont les prix sont grimpés en 2022.

De plus en plus de programmes en vue d'apporter assistance à la population vulnérable se sont développés ces dernières années et certains sont en cours. L'enquête MICS de 2022 montre que la couverture des transferts ou aides sociales en Union des Comores est trop limitée, près d'une personne sur dix (8,5%) affirment avoir bénéficié de transferts sociaux ou des aides sociales au cours des 3 derniers mois de l'enquête.

9.b. Education, ECD, training and literacy programs

Score Type	Value
Draft Score	2.5
Reviewed Score	2.5
Second Draft Score	2.5
Final Score	2.5

Country Notes:

Le gouvernement des Comores a mis en place un plan de transition du secteur de l'éducation 2017-2020 (PTSE) pour renforcer la gouvernance du secteur et améliorer l'accès, l'équité et la qualité du système éducatif du pays.

Le Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement et de la Recherche, en concertation avec les Commissariats en charge de l'Education dans les Iles Autonomes, et en collaboration avec les partenaires techniques et financiers et les organisations de la société civile, a engagé un vaste chantier de réflexion et d'actions en vue de faire du secteur de l'éducation (du préscolaire jusqu'à l'université) une voie de développement socio-économique pour l'émergence des Comores en 2030.

L'évolution des TBS entre 2018 et 2022 indique que la scolarisation au niveau du primaire n'a fait que baisser passant de 102% en 2018 à 93% en 2022. Cette diminution est confirmée au niveau du 1er cycle secondaire de 72% en 2018 à 71% en 2022, mais une augmentation au deuxième cycle secondaire de 45% en 2018 à 52% en 2022. Les données provisoires de l'enquête MICS 2022 montrent qu'en matière

de compétence, seulement trois enfants sur dix (30,1%) âgés entre 7 à 14 ans dans un cycle primaire ou secondaire démontrent des compétences en calcul et également trois enfants sur dix (30,2%) démontrent des compétences fondamentales en lecture. Dans l'indice Mo Ibrahim 2022, le pays est classé au 32e sur 54 pays en termes de qualité de l'éducation.

L'Union des Comores dispose de plusieurs établissements d'enseignements universitaires, techniques et professionnels, publics, privés et associatifs. Créée en 2003, l'Université des Comores compte en 2023 près de 12680 étudiants et accueille en première année les deux-tiers des bacheliers comoriens chaque année. L'offre d'enseignement technique et professionnel est limitée et peu diversifiée. Les plus importants établissements publics sont l'École Nationale Technique et Professionnelle (ENTP), l'École Nationale de Pêche et Sciences Marines et le Centre National Horticole.

En Union des Comores, l'alphabétisation des adultes a connu des forts progrès, le taux d'alphabétisation la population âgée de plus de 15 ans et plus est estimée à 77,7% en 2020 (EHCVM-2020) contre 73,2% en 2012. Des disparités de ce taux sont observées sur le milieu de résidence et le sexe, elle est de 87,9% en milieu urbain contre 72,7% en milieu rural. Près de neuf adultes sur dix (87,9%) résidant en milieu urbain sont alphabétisés contre sept personnes sur dix (72,7%) en milieu rural.

Dans la pratique, les écoles publiques font face à une pénurie des ressources pour financer les dépenses de fonctionnement hors salaires, qui ont pourtant une grande importance pour la qualité des services offerts. L'enseignement et les formations techniques et professionnelles sont essentiellement informelles et l'enseignement supérieur est principalement une formation universitaire générale/théorique et ne répond pas aux besoins du marché du travail.

9.c. Prevention and treatment of HIV/AIDS, tuberculosis, and malaria

Score Type	Value
Draft Score	3.5
Reviewed Score	3.5
Second Draft Score	3.5
Final Score	3.5

Country Notes:

Les Comores ne sont pas très exposées au SIDA, en raison du fait que le pays ne se situe pas dans les axes touristiques de la région et de sa culture conservatrice, en matière de sexualité. Le taux de prévalence du VIH chez les jeunes âgés de 15 à 24 ans est de 0,07 %, ce qui est légèrement supérieur au taux national de 0,05 % (FNUAP, 2021). Tous les cas déclarés du VIH/SIDA sont pris en charge pour bénéficier de traitements antirétroviraux.

Les Comores présentent un taux d'incidence de la tuberculose estimée à 35 cas pour 100 000 habitants en 2021. Le pourcentage des enfants vaccinés contre la tuberculose est passé de 94% en 2019 à 90% en 2022 (estimation UNICEF) Quant au paludisme, le taux d'incidence a été de 12,8% en 201. La transmission est permanente sur l'île de la Grande Comore et instable dans les zones d'Anjouan et de Mohéli. Les nombres annuels déclarés s'élèvent à 10 547 cas de paludisme en 2021 et 3 décès. Le pays a distribué des moustiquaires imprégnées d'insecticide (MII) aux groupes ciblés, dont les orphelins et les prisonniers, et la pulvérisation IRS a été mise en œuvre dans les districts ciblés. La gestion des médicaments et des tests a été assurée au niveau communautaire au moyen du logiciel électronique et des mesures de redistribution des produits ont été prises pour parer aux ruptures de stocks. L'OMS apportera également son appui technique dans la réalisation des études d'efficacité thérapeutique des médicaments utilisés dans le traitement du paludisme. Les efforts dans la lutte contre le paludisme devraient être améliorés.

10. Social Protection and Labor

Criteria Score: 2.5

10.a. Social safety net programs

Score Type	Value
Draft Score	2.5
Reviewed Score	2.5
Second Draft Score	2.5
Final Score	2.5

Country Notes:

Depuis 2014, l'Union des Comores s'est dotée d'un Document de politique de protection sociale. Le 28 juillet 2022, les Comores ont déposé auprès de l'OIT l'instrument de ratification de la convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952 . Le pays dispose de la Caisse de retraite des Comores (CRC), de la Caisse militaire de retraite et mutuelle nationale militaire et d'une Caisse nationale de solidarité et de prévoyance sociale pour prendre en charge les militaires, les parlementaires, les salariés du public, du parapublic et des privés. Les autres travailleurs indépendants (pêcheurs, paysans, commerçants, ...) ne sont généralement couverts, sauf si ces derniers sont décidés d'être affiliés. Les retards dans les paiements sont récurrents aux Comores. La retraite moyenne dans le pays représente peu de choses, en moyenne de l'ordre de 40000KMF par mois.

Le gouvernement comorien est doté d'une politique de protection sociale et de certains programmes sécurité sociale. Cependant, les moyens de financement de ces programmes sont insuffisants pour

protéger la plupart des groupes pauvres et vulnérables. Toutefois, la véritable protection sociale aux Comores repose sur les transferts de la diaspora qui ont connu une hausse considérable depuis 2020, lors de la période où la pandémie de COVID-19 a affecté les Comores.

. De plus en plus de programmes en vue d'apporter assistance à la population vulnérable se sont développés ces dernières années et certains sont en cours. La mise en œuvre de Projets de Filets de Sociaux et de Sécurité (PFSS) phase 1 (2015 à 2019) à la phase 2 (2019 à 2023) est marqué par (i) Une extension de la couverture en passant de 69 villages à 177 et 4217 à 32 000 ménages bénéficiaires (ii) Une digitalisation progressive du système de paiement et inclusion financière : en 2022, 24 000 des 32 000 bénéficiaires ont reçu leur transfert par le biais de ce système.

Le pays est en train de réactualiser le « Plan de contingence national » tenant compte des leçons de la gestion de la crise du cyclone Kenneth et à la Covid-19. Deux catastrophes qui ont eu des conséquences considérables au pays.

Le directeur général de la Sécurité civile a fait savoir que « le Plan de contingence national » permet d'évaluer les principales mesures mises à la disposition de sa Direction pour faire face à des catastrophes naturelles, ajoutant que les Comores restent fragiles, victimes des assauts des dérèglements climatiques. « On devrait réaliser régulièrement plusieurs plans d'action, se revoir chaque année, avant, pendant et après les catastrophes pour évaluer notre niveau d'intervention, l'efficacité des équipes, les failles pour pouvoir mieux se préparer aux catastrophes futures », a expliqué le DG de la Sécurité civile.

Le Gouvernement de l'Union des Comores et les agences du Système des Nations Unies se sont engagés en 2021 à travailler ensemble pour la réalisation des objectifs contenus dans le présent Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSDCF) pendant la période 2022-2026.

10.b. Protection of basic labour standards

Score Type	Value
Draft Score	2.5
Reviewed Score	2.5
Second Draft Score	2.5
Final Score	2.5

Country Notes:

Les Comores sont membres de l'Organisation Internationale de Travail depuis 1978, et à ce titre sont soumises à toutes les conventions internationales sur le droit de travail. Même si le pays n'a pas toujours ratifié toutes les conventions de l'OIT (36 conventions ratifiées et 51 non ratifiées), le pays entend améliorer les conditions des travailleurs. par la mise en œuvre des conventions déjà signées. Il commence également à progresser dans le respect des autres conventions fondamentales de l'OIT et

notamment celles portant sur les pires formes de travail des enfants. La dernière convention ratifiée le 28 juillet 2022 est la Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952. Parmi les conventions non ratifiées figurent la convention (n 129) relative à l'inspection du travail dans l'agriculture, et la convention (n 121) sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles. En 2021, les Comores ont ratifié le Protocole sur le travail forcé, qui engage le pays à prendre des mesures efficaces pour prévenir le travail forcé, protéger les victimes et veiller à l'accès des victimes au recours judiciaire. Les Comores vient d'adopter en 2021 le P029 - Protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé, 1930 ratifié le 15 juil. 2021. Alors qu'ils n'ont pas encore ratifié les Conventions C05, C10 et C33 relatives aux travail de mineurs.

Malgré le contexte difficile, le gouvernement entreprend certaines initiatives, comme l'affiliation obligatoire de tous les employés du secteur privé au régime de la Caisse de solidarité et de prévoyance sociale, à travers une décision datée de septembre 2014. Le gouvernement entend convaincre les employeurs à déclarer leurs employés en conformité au code du travail. Toutefois, le gouvernement ne dispose pas assez de moyens pour faire respecter ses décisions en faveur du droit des travailleurs.

Des actions ont été faites pour résorber les inégalités dans l'emploi en soutenant la mise en œuvre de la politique nationale de l'emploi adoptée en 2013 et qui consacre son axe 3 à la promotion de l'emploi des jeunes et des femmes. La loi n°21-007/AU baptisée « un jeune, un emploi en Union des Comores » va dans ce sens en renforçant la législation en matière d'emploi des jeunes aussi bien pour les garçons que les filles. Le décret n° 22-048/PR du 23 mai 2022 qui met en place le Fonds National pour l'Initiative un Jeune-Un Emploi renforce la mise en œuvre cette politique.

La loi N°22 – 008/AU du 20 juin 2022 modifiant et complétant la loi N°04 – 006/AU du 10 novembre 2004 portant statut général des fonctionnaires de l'Union des Comores intègre en son article 21 les dispositions internationales et notamment Africaines relatives à l'organisation et au fonctionnement des services publics tels les principes d'égalité, d'équité, de transparence et d'efficacité.

Le Code du travail comorien ne s'applique qu'aux travailleurs qui disposent d'un contrat de travail formel; les enfants qui travaillent sont donc vulnérables à l'exploitation, surtout ceux du secteur informel. Par ailleurs, le cadre juridique définit la traite des enfants comme exigeant le recours à la force, la fraude ou la contrainte, ce qui n'est pas conforme aux normes internationales. Enfin, les Comores ne disposent pas d'un plan national d'action pour lutter contre les pires formes de travail des enfants.

10.c. Labour market regulations

Score Type	Value
Draft Score	2.5
Reviewed Score	2.5
Second Draft Score	2.5

Final Score	2.5
-------------	-----

Country Notes:

Le marché de travail aux Comores est régi par le Code du travail défini par la Loi N 84-108 qui a fait l'objet d'un amendement du Parlement en juin 2012 pour renforcer les droits des travailleurs. Ce code fixe la durée hebdomadaire du travail à 40 heures par semaine, et 46 heures dans le secteur agricole et le droit de congé annuel de 2,5 jours par mois, ainsi que le droit à un congé de maternité et de veuvage de 6 mois. Les travailleurs ont droit aux prestations médicales prises en charge par l'employeur. Néanmoins, le décret d'application de cette loi n'est toujours pas publié. Les réglementations en vigueur ne protègent pas une grande partie de la main-d'œuvre. Des ressources très limitées sont consacrées aux programmes du marché du travail (formation, recyclage etc.) et très peu de travailleurs en bénéficient.

Le travail des enfants est présent aux Comores, et la plupart des travailleurs sont dans l'informel, privant ainsi ces derniers à toute forme de prestation sociale. Avec l'étroitesse de la base productive dans le pays, le chômage demeure préoccupant, même pour les diplômés. La proportion de l'emploi informel dans les secteurs non agricoles est passée de 93,4% en 2013 à 82% 2020. Les résultats de l'enquête sur l'emploi, chômage et économie informelle publiés en mars 2023 montrent que 82% des emplois recensés (hors agriculture) relèvent de l'économie informelle et seulement 18% de l'économie formelle. Le taux de chômage des jeunes (12.8%) est deux fois plus élevé que la moyenne nationale (6.5%) selon l'Enquête sur l'Économie Informelle réalisée en 2022 par l'INSEED.

L'action publique de protection sociale est peu développée. Elle se limite aux prestations fournies aux salariés du public et du privé, aux pensions de réversion et celles versées aux personnes vivant avec un handicap ainsi que celles fournies par la Caisse de retraite des militaires. Les personnes travaillant dans le secteur informel et celles qui n'ont pas cotisé dans ces structures étatiques (Caisse de retraite, Caisse nationale de solidarité et de prévoyance sociale), comme les agriculteurs, les pêcheurs et les artisans, ne bénéficient donc d'aucune protection sociale.

Le président Azali Assoumani a promulgué, à travers le 1er septembre 2021, le décret n°21-087/Pr, portant la loi n°21-007/Au, baptisé « un jeune, un emploi en Union des Comores ». Le décret n° 22-048/PR du 23 mai 2022 qui met en place le Fonds National pour l'Initiative un Jeune-Un Emploi renforce la mise en œuvre cette politique

10.d. Community driven initiatives

Score Type	Value
Draft Score	3.0
Reviewed Score	3.0
Second Draft Score	3.0
Final Score	3.0

Country Notes:

Le gouvernement reconnaît l'importance de la participation communautaire au développement et s'est engagé avec l'assistance des partenaires techniques et financiers à mettre en place des politiques et des programmes pour l'encourager. Face à la délinquance de l'État, les communautés de base tentent de mettre en place des réponses communautaires idoines et aptes à leur développement notamment dans les de la santé, l'éducation, la microfinance et la sécurité sociale villageoise avec l'appui de la diaspora, des partenaires techniques et financiers et l'État.

Des mutuelles de santé se développent de plus en plus, elles sont exclusivement financées par les cotisations des membres et ne reçoivent pas de subventions de l'État. Elles contribuent énormément à l'amélioration de l'état de santé de la population. Selon les comptes nationaux de la santé (CNS) de 2015 et 2019, entre 2015 et 2019, les dépenses courantes de la santé pour ces mutuelles sont passées de 88 à 236 millions Kmf, soit une augmentation de 267%. Le nombre de mutuelles de santé recensées en 2023 s'élève à 27 dont 24 à Ngazidja, deux (02) à Anjouan et un (01) à Mohéli. Le nombre d'affiliés sur la période a connu une forte augmentation sur la période 2019-2022 passant de 6646 à 17449 (dont 38,6% de femmes)... Par ailleurs, des mécanismes traditionnels de solidarité sont toujours en place aux Comores pour entretenir la cohésion sociale, dans des événements heureux et surtout malheureux. Des organisations mutuelles en dehors de santé sont aussi très actives et qui sont de types statutaires (institutions de microfinance, écoles, entreprise, OSC : Organisation de la Société Civile), communautaires (groupements ou associations des femmes) et villageois (SSV: Sécurité sociale villageoise). Le pays compte 7710 mutuelles en dehors de celles relatives à la santé. En 2021, le pays occupe la troisième place des pays d'Afrique subsaharienne à recevoir plus de fonds en pourcentage du PIB, derrière la Somalie (22,7% du PIB) et le Gambie (26,8% du PIB).

La tendance d'évolution des ODD du P-Prospérité reste mitigée. L'ODD 8 (travail décent et croissance économique) a connu une stagnation en raison d'une croissance économique très faible (taux moyen de 2,2 %), non inclusive et non créatrice d'emplois décents au regard des 75 % d'actifs travaillant dans le secteur informel. Il n'a pas été détecté une action ou initiative localement dédiée aux communautés avec leur implication. Par ailleurs, le pays a mis en place des initiatives de renforcement de son système de protection sociale contributive (programme d'Assurance Maladie Généralisée-AMG) et non contributive (programme de développement des filets sociaux de sécurité). Une loi en faveur de l'emploi des jeunes a été adoptée et promulguée. Quelques avancées sont aussi notées dans la promotion de la participation de la femme dans la prise des décisions. Cependant les droits politiques de la femme restent encore à concrétiser. Les quotas fixés par la loi sont faiblement respectés pour les postes électifs et les nominations des femmes à des hautes fonctions dans les administrations publiques et privées sont plutôt rares. Il est important de souligner que malgré les avancées, des progrès importants restent à faire dans l'inclusion des personnes vivant avec un handicap ainsi que dans la promotion et la protection de leurs droits.

10.e. Pension and old age savings programs

Score Type	Value
Draft Score	2.0

Reviewed Score	2.0
Second Draft Score	2.0
Final Score	2.0

Country Notes:

Les régimes de retraite et de pension aux Comores e sont limités à un petit segment de la population active. Ils fournissent une aide minimale à la vieillesse. Aux Comores, il existe trois régimes de pension, à savoir, la caisse nationale de retraites, la caisse militaire de retraite et la Caisse nationale de solidarité et de prévoyance sociale.

La caisse nationale de retraite a pour mission de gérer la situation de retraite des agents de l'État et des employés du secteur privé. A ce jour, 30570 dont personnes sont affiliés à la Caisse dont 67% sont des employés de la fonction publique ; les autres affiliées relèvent des sociétés d'État (17%) et seulement 16% proviennent des sociétés privées formelles. La Caisse militaire de retraite et la mutuelle nationale militaire sont chargées de la gestion des prestations de vieillesse et d'invalidité des militaires et de leur couverture médicale ainsi que celle de leurs familles. La Caisse nationale de solidarité et de prévoyance sociale protège les employés contre les maladies professionnelles et les accidents de travail. Ses activités ne couvrent que les travailleurs du secteur privé régis par le code du travail et les travailleurs régis par le statut général des fonctionnaires de l'État. Au préalable tous les employeurs sont supposés adhérer et déclarer leurs travailleurs. Malheureusement une proportion trop faible d'employeurs s'affilie auprès de l'institution et relèvent entièrement du secteur formel. Entre 2018 à 2022, seulement 41 employeurs se sont affiliés à la CNSPS pour un total de 595 employés.

Aux Comores, les personnes les plus vulnérables comme les plus de 65 ans (5,3 % de la population en 2017) dépendant majoritairement de la solidarité familiale et les agriculteurs, les travailleurs du secteur informel non assurés contre les risques liés aux accidents de travail, de décès, d'invalidité et surtout de vieillesse.

A cause des difficultés dans la collecte des cotisations et des versements aléatoires de l'État dans les différentes Caisses, nombreux travailleurs n'arrivent plus à faire valoir leurs droits à la retraite dans la mesure ou avec la situation financière de ces Caisses, il est incertain de toucher les pensions de retraite.

11. Environmental Policies and Regulations

Criteria Score: 3

11. Environmental Policies and Regulations

Score Type	Value
Draft Score	3.0
Reviewed Score	3.0

Second Draft Score	3.0
Final Score	3.0

Country Notes:

L'Union des Comores, comme de nombreux pays africains confrontés au changement climatique et aux défis environnementaux associés, a adopté ces dernières années une série de réformes juridiques, institutionnelles et politiques.

Les Comores sont exposées à un large éventail de risques naturels de deux types : i) explosions hydrometeorologiques telles que tempêtes tropicales, inondations et élévations de la mer et ii) événements géophysiques tels que tremblements de terre, éruptions volcaniques et glissements de terrain. Le cadre politique environnemental, à savoir : (i) la Politique Nationale de l'Environnement, (ii) le Plan d'Action Environnemental, la stratégie environnementale et son plan d'action, élaboré après le sommet de RIO dès le début de l'année 1993, est en cours de révision pour prendre en compte l'évolution des besoins. Les politiques sectorielles des autres institutions concernées par la gestion durable de l'environnement (agriculture, pêche, tourisme, transport, éducation - recherche, finances, santé) n'intègrent pas suffisamment la dimension environnementale. Toutefois, certains documents stratégiques élaborés et mise en œuvre dans le cadre de la croissance économique et du développement durable ont pris en compte des objectifs de la durabilité environnementale, comme le Plan Comore Emergent 2030.

Depuis plusieurs années, l'État comorien s'est engagé dans une politique de protection et de conservation de l'environnement, définie par la Constitution. Les fondements juridiques de la politique environnementale se trouvent dans cette Constitution qui proclame dans son préambule le droit du peuple comorien à un environnement sain et le devoir de tous de le sauvegarder. Conformément à la Constitution, les missions de l'État comprennent « l'amélioration de la qualité de vie du peuple comorien et la protection du paysage, de la nature, des ressources naturelles et de l'environnement, ainsi que du patrimoine historique, culturel et artistique de la Nation » (art. 8).

Les trois principales conventions internationales directement concernées par la conservation et de la diversité biologique ont été ratifiées : convention sur la diversité biologique (5 juin 1992), la convention sur les changements climatiques (4 juin 1992) et la convention sur la lutte contre la désertification.

- La loi n° 94-018 du 22 juin 1994, modifiée par la loi n° 95-007 du 19 juin 1995, régit toutes les activités relatives à la gestion durable et à la conservation des ressources de la diversité biologique dans les milieux terrestres, côtiers et marins.- Loi N°20-036/UA du 28 décembre 2020, portant Code de l'Eau et de l'Assainissement dans leUnion des Comores.- Loi n°88-006 du 12 juillet 1988 portant régime juridique du reboisement, du reboisement et la gestion des forêts.- Arrêté n° 66-617 réglementant les droits d'usage du 11 mai 1966.- Arrêté n° 66-398/PROD portant application de la délibération n° 65-19 du 14 décembre 1965réglementer le défrichage et les feux de végétation.- Loi n° 31/01/MPE/CB du 14 mai 2001 relative à la protection des espèces de la faune et de la flore sauvages des Comores.L'Union des Comores a ratifié diverses conventions et traités internationaux relatifs protection de l'environnement et questions sociales, ce qui démontre sa volonté de intégrer l'environnement dans le développement. En tant que signataire de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, et bien que ses émissions de gaz à effet de serre soient négligeables, l'Union des Comores s'engage à réduire ses émissions de gaz de 84% d'ici 2030.Pour relever le défi de la mise en œuvre de son CDN, l'Union des Comores a besoin d'une enveloppe de six cent soixante-quinze millions de dollars dont trois cent

soixante-quinze millions de dollars pour les mesures d'atténuation et trois cent millions de dollars pour le logement. En fait, le pays dispose d'un bon cadre juridique pour la protection de l'environnement, malheureusement ce dernier manque encore de plusieurs lois sur plusieurs autres aspects du système environnemental du pays. Là encore, la majorité du cadre juridique existant est ancien.

Sur le plan institutionnel : C'est le Ministère de l'agriculture, de l'environnement et de la pêche qui est en charge de la gestion de l'environnement à l'Union des Comores. Sous tutelle de ce ministère, la Direction Générale de l'Environnement et des Forêts (DGEF) a pour mission de (i) Elaborer et participer à la mise en œuvre de la politique du gouvernement en matière d'environnement, (ii) Assurer la promotion et la coordination des actions du gouvernement et des organismes non gouvernementaux et (iii) Assurer le suivi des engagements contractés lors des signatures des différentes conventions relatives à l'environnement. La DGEF est appuyée par le Comité interministériel pour l'environnement, le CICE qui a pour mission d'analyser et émettre un avis sur toutes les questions relatives à l'environnement sur le territoire national. A ce titre il est chargé d'émettre, notamment, un avis sur tout projet d'investissement ou de développement afin d'en déterminer son impact sur l'environnement. La Direction centrale joue son rôle régalien et se place en tant que coordinateur de tous les aspects à caractère stratégique alors que l'exécution se fait au niveau des Directions régionales de l'Environnement existant au niveau de chaque île.

Concernant le Changement climatique, le pays a acquis et installé 6 stations agrométéorologiques, 20 stations climatologiques et 30 stations piézométriques pour le suivi des ressources en eau souterraines dans les zones ciblées des trois îles.

Selon les évaluations faites par l'Agence "Parcs nationaux des Comores"90 et le projet RNAP, la surface forestière est passée de 2,4 % à 2 % entre 2015 et 2016, pour culminer à 7,9 % en 2022, soit 163 754 Ha. Cette tendance haussière s'explique en grande partie par les efforts de reboisement et de reforestation consentis par le Gouvernement comorien : par exemple le projet « Un comorien-une arbre ».

Il y a également la création de cinq nouveaux parcs nationaux pour la période 2017-2021 : le parc national du Karthala, le parc national du mont Ntringui, le parc national Mitsamiouli-Ndroudé, le parc national Coelacanthé et le parc national Shisiwani. Par conséquent, entre 2017 et 2021, le territoire terrestre protégé est passé de 19895 Ha à 50500 Ha, représentant plus de 27 % de la superficie du territoire national, tandis que celui des eaux territoriales est passé de 366,75 Km² à 584,90 Km² (5,8%).

L'Union des Comores peine à mobiliser les financements climat du fait que les institutions en charge de la lutte contre le changement climatique rencontrent un réel manque de personnes ressources pour mener à bien cette mission. Pour ce faire, le gouvernement comorien doit faire appel à ses partenaires institutions ou recruter des consultants nationaux ou internationaux pour la préparation des documents de projet. Les Comores peuvent ainsi bénéficier de financements pour des projets d'adaptation et d'atténuation grâce à leurs partenaires techniques et financiers (PTF). Malgré tous ces efforts, le pays est confronté aux défis suivants :- Capacités humaines et institutionnelles insuffisantes ;- Manque de spécialistes dans les domaines clés du développement durable-développement- Accès difficile aux technologies rationnelles ;- Accès difficile aux ressources financières pour la mise en œuvre de solutions alternatives ;- L'absence de base de données, le manque de contrôle de qualité et d'harmonisation des données constituent un obstacle majeur à la planification et au suivi des progrès du développement.

(D) Public Sector Management and Institutions

Cluster Score: 2.067

12. Property Rights and Rule-based Governance

Criteria Score: 2.375

12.a. Legal basis for secure property and contract rights

Score Type	Value
Draft Score	2.0
Reviewed Score	2.0
Second Draft Score	2.0
Final Score	2.0

Country Notes:

Le droit de propriété aux Comores est complexe, car il régit à la fois par les droits musulmans, coutumier et moderne. A cela, il faut ajouter l'ambiguïté des pouvoirs entre les autorités centrales et celles des îles. Cette ambiguïté est surtout prononcée pour le droit foncier, en raison des raretés des terres aux Comores. Pour ce qui est de la propriété intellectuelle, les Comores disposent d'un Office national de propriété intellectuelle (OCPI) mise en place par le décret 18-093/PR du 31 octobre 2018. L'OCPI, a pour mission de protéger tous les titres de propriété intellectuelle tels que définis par l'Accord de Bangui, combattre la contrefaçon, le piratage, la fraude et qui est chargée de veiller à l'application des quatre lois adoptées suivantes : i) loi sur les brevets d'invention (5 juillet 1984), loi sur les dessins et modèles (14 juillet 1909), loi sur la propriété littéraire et artistique (11 mars 1957) et loi sur les marques (31 décembre 1964).

Cependant, l'état de droit (protection des droits de propriété et exécution des contrats) souffre en raison de la faiblesse du système judiciaire car les affaires ont tendance à s'attarder devant les tribunaux et les jugements ne sont pas souvent appliqués. Ce manque de procédure judiciaire rapide et fiable a un impact sur la confiance des investisseurs et propriétaires potentiels.

La loi prévoit l'égalité des personnes sans égard au sexe, aux croyances, à l'origine, à la race ou à la religion, et les autorités ont généralement appliqué la loi de manière efficace. Néanmoins, les pratiques d'héritage et de droits de propriété favorisent les femmes. Les cultures locales sont traditionnellement matrilineaires et tous les biens héréditaires sont en la possession légale des femmes. L'indice des droits de propriété - qui mesure la mesure dans laquelle les lois d'un pays protègent les droits de propriété privée et la mesure dans laquelle son gouvernement applique ces lois - montre qu'entre, 2020 (43) et 2023 (25), les Comores ont enregistré des baisses importantes sur ce front. Sur 52 pays africains, les Comores se classent actuellement au 42e rang. Le score actuel de 25 indique qu'il y a une faible protection

juridique et indépendance judiciaire.

À l'exception du temps de traitement de l'exécution des contrats - où le temps de traitement pour l'exécution des contrats est de 147,9 jours plus court que la moyenne régionale - les Comores sont en retard par rapport à la moyenne régionale sur les autres indicateurs pertinents. Le coût du pays (% de la valeur de la réclamation) - 26,2% - est nettement supérieur à la moyenne régionale de 41,6%. En termes d'exécution efficace du contrat par les tribunaux, nous examinons l'indice de qualité des processus judiciaires, qui mesure si chaque économie a adopté une série de bonnes pratiques dans son système judiciaire dans quatre domaines: la structure et les procédures judiciaires, la gestion des affaires, les tribunaux automatisés et résolution alternative des conflits. L'Indice de qualité du processus judiciaire reflète la nécessité du pays d'adopter de meilleures pratiques dans l'ensemble de son système judiciaire, soulignant ainsi les défis rencontrés en matière de droits de propriété et d'exécution des contrats

12.b. Predictability, transparency, and impartiality of laws affecting economic activity

Score Type	Value
Draft Score	2.0
Reviewed Score	2.0
Second Draft Score	2.0
Final Score	2.0

Country Notes:

La nouvelle loi sur la concurrence votée en 2013, n'est toujours pas effective, en raison du poids de certains opérateurs économiques qui détiennent de situation de monopole sur des pans entiers de l'économie. Pour ce qui est des codes des douanes et des impôts, ils sont sujets d'interprétations des représentants de l'État, sans donner de recours aux usagers. Les procédures d'importations et des exportations sont peu claires et sujets à des modifications à tout moment. Le monopole d'État sur certains produits, crée un frein supplémentaire des activités du secteur.

Le règlement d'insolvabilité et la garantie des droits contractuels sont très faibles aux Comores, en raison souvent d'ingérence des politiques dans le système judiciaire, s'attardant ainsi les affaires devant les tribunaux et limitant l'application des jugements.

La loi prévoit des sanctions pénales en cas de corruption par des fonctionnaires, mais le gouvernement n'applique pas la loi de manière efficace et les fonctionnaires se livrent fréquemment à des pratiques de

corruption en toute impunité. La Commission nationale pour la prévention et la lutte contre la corruption (CNPLC) est une autorité administrative indépendante créée pour lutter contre la corruption, notamment par l'éducation et la mobilisation du public. En 2016, le président a abrogé les dispositions de la loi qui a créé la commission, invoquant son incapacité à produire des résultats. La Cour constitutionnelle a par la suite invalidé cette décision, notant qu'un décret présidentiel ne peut pas annuler une loi. Néanmoins, le président n'a ni renouvelé les mandats des commissaires ni nommé de remplaçants. Le personnel diplomatique, des Nations Unies et des agences humanitaires a signalé que la petite corruption était courante à tous les niveaux de la fonction publique et des forces de sécurité. Les hommes d'affaires ont fait état de corruption et d'un manque de transparence, tandis que les indicateurs mondiaux de gouvernance de la Banque mondiale indiquaient que la corruption était un problème majeur. Les citoyens ont payé des pots-de-vin pour échapper aux réglementations douanières, pour éviter d'être arrêtés et pour obtenir des rapports de police falsifiés. La corruption semble s'accroître aux Comores, comme l'atteste le classement du pays dans les rapports de « Transparency International ». En effet, le pays est classé au 164ème rang sur 180 avec un score de 20/100 en 2021, en net recul par rapport à 2013 où il était 127ème au classement avec un score de 28/100. Le nouveau Code des investissements promulgué par le Président le 30 janvier 2021, prescrit des garanties, droits et libertés au bénéfice de l'Investisseur.

Le chef de l'État a promulgué, le 25 septembre 2023 dernier, la loi N°23-011/Au portant sur la prévention et la lutte contre la corruption. Elle vise à renforcer les mesures de prévention et de lutte contre la corruption, à promouvoir l'intégrité et la transparence dans la gestion des secteurs public et privé, tout en incriminant la corruption sous toutes ses formes aux Comores. La loi institue une chambre anti-corruption qui aura son siège dans les locaux de la section des comptes de la cour suprême et fonctionnera de manière indépendante des autres sections de cette haute juridiction, bénéficiant d'une autonomie administrative et financière.

12.c. Difficulty in obtaining business licenses

Score Type	Value
Draft Score	2.5
Reviewed Score	2.5
Second Draft Score	2.5
Final Score	2.5

Country Notes:

Aux Comores, l'entrée dans les professions réglementées nécessitant l'obtention d'une licence reste difficile, même si les procédures sont claires. En effet, il existe des barrières corporatistes (profession de droits, médecine libérale, expertise comptable, etc) et administratives qui entravent l'obtention des licences d'affaires. Il y a une iniquité d'accès pour ceux qui viennent des grandes familles de notables et les autres. Cette iniquité s'étend aux étrangers même si la loi comorienne garantit le même privilège aux étrangers en situation régulière et les nationaux.

L'obtention des licences d'affaires nécessite souvent des paiements informels aux administrations concernées, même si tous les dossiers sont complets et les droits officiels sont payés. La question de clientélisme et de favoritisme revient également dans l'octroi des licences d'affaires.

En effet, en termes de corruption, le pays en net recul en 2021 par rapport à 2013 car il est classé au 164ème rang sur 180 avec un score de 20/100 en 2021, par rapport à 2013 où il était 127ème au classement avec un score de 28/100.

L'ANPI dont le siège à Moroni et des antennes au niveau de chaque Ile de l'Union des Comores, dont son rôle primordial est l'accueil des promoteurs et les investisseurs, les renseigne et les assiste dans leurs démarches administratives, juridiques et commerciales auprès des institutions, tente de réduire ces difficultés d'obtention de licences. Pour investir dans certains secteurs, la réglementation en vigueur exige la délivrance d'une autorisation spéciale, remise par les autorités compétentes après examen de dossier. Les secteurs réglementés sont les suivants : - Banque - Pêche - Éducation – Santé -Tourisme – Energie – TIC- Transports. L'ANPI dispose d'un Bureau des Autorisations Spéciales (BAS), composé de facilitateurs qui accompagneront vos démarches auprès des autorités compétentes.

Le dernier rapport de la Banque mondiale de 2020 indiquait que les Comores se classent 158e en termes de facilité de faire des affaires, sur 190 économies classées. À l'exception du nombre total de jours requis pour les hommes et les femmes mariés pour enregistrer une entreprise - 9 jours aux Comores par rapport à la moyenne régionale de 21,5 jours - les Comores sont en retard sur l'ASS sur les autres indicateurs pertinents. En termes de coûts d'enregistrement d'une entreprise, les honoraires officiels et les frais de services juridiques ou professionnels exigés par la loi pour les hommes et les femmes aux Comores représentent 54,2% du revenu par habitant de l'économie, soit plus que la moyenne régionale de 36,3%. Un entrepreneur est également tenu de déposer dans une banque ou chez un notaire avant l'enregistrement et jusqu'à 3 mois après la constitution, ce qui représente 17,2% du revenu par habitant de l'économie - presque le double de la moyenne régionale de 9,3%.

12.d. Crime and violence as an impediment to economic activity

Score Type	Value
Draft Score	3.0
Reviewed Score	3.0
Second Draft Score	3.0
Final Score	3.0

Country Notes:

Aux Comores, la criminalité et la violence sont parmi les derniers obstacles qui entravent à l'activité économique. La Banque Centrale des Comores a renforcé son arsenal juridique pour limiter les financements "crapuleux" qui sont souvent à l'origine des crimes dans l'environnement des affaires. La Banque centrale participe activement à la lutte contre le blanchiment d'argent des capitaux et de financement de terrorisme (LBC/FT) en imposant des règles strictes aux banques commerciales et ceci dans le respect des règles communautaires de la zone franc.

Cependant, le Groupe d'action intergouvernemental contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest (GIABA), auquel les Comores appartiennent, a identifié des lacunes dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Les raisons incluent à la fois des lois faibles et de la faible mise en œuvre des lois par l'administration publique aux institutions financières. En conséquence, il n'y a eu aucune enquête ni condamnation pour le blanchiment d'argent ou le financement du terrorisme et les relations de correspondant bancaire en ont souffert. Le GIABA a demandé aux autorités d'adopter un plan d'action assorti de délais pour renforcer le cadre, à travers i) la modification du code pénal pour criminaliser de manière adéquate le blanchiment d'argent, ii) la modification du code pénal pour criminaliser de manière adéquate le financement du terrorisme, iii) la modification de la loi LBC/FT pour renforcer le devoir diligence client. Le cadre juridique LBC/FT présente des faiblesses supplémentaires que les autorités devraient également aborder en temps opportun. Le cadre devrait expressément exiger aux institutions financières de signaler a) les transactions pouvant être liées au blanchiment d'argent et aux produits de la corruption, ou b) les financements présumés du terrorisme. Le dispositif national de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et de la prolifération a fait l'objet d'une évaluation mutuelle conduite par le GIABA à Moroni du 12 au 29 juillet 2023. L'Équipe d'évaluation s'est basée sur l'analyse de la conformité technique du dispositif juridique et institutionnel de LBC/FT/P des Comores préalablement faite depuis février 2023, ainsi que des discussions et échanges avec les acteurs et parties prenantes nationales pour apprécier la mise en œuvre de ce dispositif juridique et institutionnel pour dégager leurs conclusions préliminaires. La BCC s'adressera aux banques commerciales afin de les sensibiliser aux exigences en matière de LBC/FT et de renforcer la surveillance fondée sur le risque, notamment en effectuant des inspections sur place pour évaluer le respect des réglementations existantes en matière de LBC/FT. Le décret N 23-074/PR a été prise par la présidence de la République, portant régime et procédures de mise en œuvre des sanctions financières ciblées liées au financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive.

Les individus et les organisations sont autorisés à demander des recours civils pour les violations des droits de l'homme par le biais d'un système judiciaire indépendant mais corrompu. Selon la loi, les individus et les organisations peuvent faire appel de décisions nationales défavorables auprès des organes régionaux des droits de l'homme. Les ordonnances du tribunal ne sont pas appliquées de manière uniforme. Le risque de criminalité est minime dans la capitale, Moroni. Sur les îles de Grande Comore, Mohéli et Anjouan, l'activité criminelle est relativement faible. Les actes criminels contre les étrangers sont rares. Les délits les plus fréquemment signalés sont les petits délits d'opportunité tels que le vol à la tire. Les Comores ont connu des grèves occasionnelles et des troubles civils, entraînant de violents affrontements entre manifestants et policiers, qui ont répondu aux manifestations avec force. La tension politique demeure et l'opposition et le gouvernement n'arrivent pas à trouver des terrains d'entente, malgré les gestes d'apaisement faites par le Président en 2022 et 2023. La tension s'est envenimée après la condamnation pour procès de « haute trahison » de novembre 2022, de plusieurs membres de l'opposition, en particulier, l'ancien président Abdallah Sambi qui a été condamné à la prison à perpétuité, assortie d'une dégradation des droits civiques et de tous ses droits politiques.

Compte tenu des critères/lignes directrices, les Comores se situent dans une position médiane. Même si les autorités publiques peuvent assurer un certain niveau de protection contre la criminalité et la violence, les défis liés au cadre de réglementation financière et les troubles civils occasionnels constituent des obstacles importants à l'activité économique.

13. Quality of Budgetary and Financial Management

Criteria Score: 2.125

13.a. Comprehensive and credible budget

Score Type	Value
Draft Score	2.0
Reviewed Score	2.0
Second Draft Score	2.0
Final Score	2.0

Country Notes:

La mise en œuvre de la politique budgétaire demeure très délicate aux Comores. Malgré une large participation (en particulier du secteur privé et des sociétés civiles) dans l'élaboration du budget, les objectifs des recettes et des dépenses des lois des finances restent irréalistes au regard de la faible capacité d'exécution budgétaire dans le pays. En effet, les recettes collectées sont largement insuffisantes pour répondre aux besoins de dépenses. Les projets prioritaires sont ainsi compromis. Une grande partie des écarts est souvent comblée par les financements extérieurs qui sont en baisse continue. Dans la LFI2023, près de 40% des ressources financières attendues par le gouvernement vient de l'extérieur, notamment sous forme de dons, contre 52% dans la LFR 2022. A cela s'ajoute l'insoutenable de la dette (intérieure et extérieure) qui s'est accrue ces dernières années et pour laquelle la planification budgétaire peine à en assurer le service. En effet, les Comores présentent une dette publique estimée à 30% du PIB au 31 décembre 2021 et projetée à 33,1 % du PIB pour l'année 2023. Face à cette croissance du service de la dette, les capacités budgétaires du Gouvernement à honorer ses engagements s'en retrouvent être réduites. Une situation qui affecte la crédibilité du budget.

Par ailleurs, en plus des crises de ces dernières années, les taux d'exécution des recettes sont passés de 81,2% en 2021 à près de 70% en 2022.

Globalement, le budget reflète les priorités du Gouvernement dans la lutte contre la pauvreté. Par exemple, dans la LFI 2023, le gouvernement a alloué une part importante (près de 30%) dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Toutefois, l'exécution dépend de la matérialisation des aides et financements des partenaires extérieurs, Chaque ministère, Institution et autorité décentralisée (gouvernorat des 3 îles) dispose d'un budget et participe dans son élaboration. Néanmoins, l'exécution

dépend de la disponibilité des fonds.

13.b. Effective financial management systems

Score Type	Value
Draft Score	2.5
Reviewed Score	2.5
Second Draft Score	2.5
Final Score	2.5

Country Notes:

Les Comores ont quelques progrès en matière de système de gestion des finances publiques depuis 2016. En effet, il faut noter que, (i) le manuel d'exécution budgétaire a été élaboré, (ii) le décret du Code des impôts a été promulgué, (iii) le décret du code des marchés a été promulgué, (iv) la loi organique sur les finances publiques a été promulguée, (v) la loi sur les opérations financières de l'État a été promulguée, (vi) le décret portant la création de la Direction du contrôle financier a été signé et l'arrêté d'application a été publiée par le Ministère des finances dont elle dépend. La Directrice a été nommée par décret par le Président de la République et les autres agents du Ministère des finances ont été transférés à la Direction du contrôle financier, (vii) le décret portant création de la Direction générale de la Comptabilité Publique et du Trésor avec rattachement de la Direction de la Dette à la Direction de la comptabilité a été signé et le cadre organique rempli après les nominations du Directeur et de collaborateurs, (viii) le décret de la loi organique relative à la Cour suprême a été promulgué et les membres nommées, (ix) l'ordonnance sur la réglementation générale de la comptabilité a été promulguée, (x) le schéma directeur d'informatisation a été approuvé par le conseil des ministres, (xi) la nomenclature budgétaire a été harmonisée avec celle de la Direction du Trésor et des différents ministères, (xii) un plan de trésorerie prévisionnel a été établi, (xiii) le manuel de procédures du contrôle financier a été établi, (xiv) le document cadre portant réorganisation et fonctionnement de l'Inspection générale des finances et la nomination de ses membres a été adopté en conseil des Ministres, (xv) les comptes de gestions et les états financiers des îles autonomes d'Anjouan et Mohéli ont été établis, (xvi) le recensement général des fonctionnaires est terminé.

Au niveau des fonctions supérieures de contrôles des comptes de l'état, le Pays dispose d'une section des comptes de la Cour Suprême et peine à établir un organisme autonome indépendant qui assurerait les fonctions d'institution suprême de contrôle dans le Pays. Par ailleurs, le Pays ne dispose pas de cadre formelle de coordination des institutions supérieures de contrôles devant aboutir à une synergie des efforts de ces institutions et une complémentarité dans la mise en œuvre de leurs diligences.

Les réformes entreprises ces dernières années concernent la dématérialisation des systèmes de paiement. À la Douane, les réformes concernent le renforcement des capacités du personnel et des structures et la digitalisation des procédures et l'. Au niveau de l'impôt, le système intégré et de gestion des impôts et des taxes (Sigit) a permis d'engager un long travail d'assainissement et d'informatisation des circuits de paiement avec l'instauration de la télédéclaration. La récente suppression de l'exonération de la taxe sur les ventes de matériaux de construction est un bon début. Les subventions sur les importations de riz et sur le prix de l'électricité devraient être ponctuelles. La mise en œuvre de la feuille de route pour élargir le compte unique du Trésor (CUT), adoptée dans le cadre du programme de référence avec le FMI, est lente. L'élimination d'un nombre important de travailleurs fantômes en 2022 a permis au gouvernement de relever les salaires des fonctionnaires pour la première fois depuis plusieurs années, tout en maintenant relativement le ratio masse salariale/PIB.

Depuis 2021, le ministre des Finances, a lancé officiellement, les caisses enregistreuses qui sont destinées à assurer la traçabilité de la taxe sur la consommation (Tc) pour toutes les transactions des contribuables. C'est une « révolution » dans le système national de collecte et de sécurisation des ressources publiques, la Taxe sur la consommation (Tc) en particulier. L'État saura au centime près ce qu'il devrait recevoir de tous les contribuables. Les caisses enregistreuses participent à cette politique visant à assurer la traçabilité, la transparence et la sécurisation des recettes publiques.

Enfin, depuis 2013 le Pays ne dispose pas d'un diagnostic détaillé de son système de gestion des finances publiques devant servir à orienter ses réformes. En effet, la dernière évaluation dans le pays en la matière selon la méthode PEFA a eu lieu en 2013, soit date de dix et doit être actualisée en vue de la prise en compte des événements récents, des chocs et autres facteurs exogènes qui auraient eu un impact sur le système national de gestion des finances publiques. Une telle étude devrait servir de guide pour des réformes plus prononcées d'assainissement de la gestion des finances publiques.

13.c. Timely and accurate fiscal reporting

Score Type	Value
Draft Score	2.0
Reviewed Score	2.0
Second Draft Score	2.0
Final Score	2.0

Country Notes:

Il y a un certain effort dans la préparation des rapports d'exécution budgétaire, mais ils ne sont pas préparés à temps et en plus ils ne sont pas publiés, ni envoyés au Parlement. Les informations sur les ressources reçues sont disponibles, mais ne sont pas transmises systématiquement à l'Ordonnateur. En outre, le logiciel GISE ne permet pas de retracer l'historique des agents. Les vérifications de la section des comptes de la Cour suprême portent sur les entités de l'administration centrale représentant moins de 50% des dépenses totales. Le rapport de la section des comptes de la Cour suprême est présente avec des délais au Parlement. Il n'y a pas de preuves de suivi des recommandations formulées.

L'Etat a montré sa volonté d'assainir la gestion des entreprises publiques. Les gardiens de la gestion des entreprises publiques doivent dorénavant satisfaire un profil remodelé, d'après le décret N°21-077/Pr, rendu public le 11 août 2021. Les membres des Conseils d'Administration seront appelés à justifier des connaissances techniques suffisantes pour pouvoir contribuer à l'essor des sociétés où ils seront appelés à exercer leurs mandats respectifs. « Les membres du gouvernement, les élus, les magistrats, les préfets, les militaires ou membres de police », sont exclus de tout mandat au sein des Conseils d'Administration.

13.d. Clear and balanced assignment of expenditures and revenues to each level of government

Score Type	Value
Draft Score	2.0
Reviewed Score	2.0
Second Draft Score	2.0
Final Score	2.0

Country Notes:

Aux Comores, la Direction générale des douanes (DGD) et l'Administration générale des impôts et domaines (AGID) sont les principales sources de recettes budgétaires. C'est en 2023 qu'il y a la separation de l'AGID en deux Direction Générale, en particulier la DGI. La DGD reste la source la plus sûre du Gouvernement, à travers les recettes provenant des échanges extérieurs, en particulier les droits de douane. La grande part des recettes sont générées auprès du gouvernement de l'Union. Les recettes collectées auprès des "gouvernements" des trois îles échappent souvent au contrôle du gouvernement de l'Union. Le taux de pression fiscale aux Comores est très faible, avoisinant les 8% du PIB.

En termes de dépenses, les autorités autonomes des îles disposent des budgets et la répartition par ministère du gouvernement de l'Union est claire. Néanmoins, les ordonnateurs délégués des ministères ne sont toujours pas habilités à engager leurs crédits fautes de ressources.

Pour la LFI 2023, près de 60% des recettes fiscales devraient être générées par la douane. Au niveau des dépenses, les ministères de la santé et de l'éducation disposent 48% des dépenses allouées aux

différentes ministères.

Les Comores comptent souvent des aides extérieures (des pays amis notamment arabes) pour assurer l'équilibre budgétaire. Dans la LFI2023, la part des dons sur les recettes totales est de 40%, contre 52% dans la LFR2022.

14. Efficiency of Revenue Mobilization

Criteria Score: 2.5

14.a. Tax policy

Score Type	Value
Draft Score	2.5
Reviewed Score	2.5
Second Draft Score	2.5
Final Score	2.5

Country Notes:

Aux Comores, les taxes sur le commerce extérieur sont les principales sources des recettes du gouvernement, en raison de faible performance des services des impôts . Pour accroître la performance dans la collecte des recettes intérieures, les deux administrations des douanes et des impôts ont signé un protocole de coopération, en donnant l'accès aux services fiscaux au système Sydonia pour la collecte des données sur les importations. En outre, des mesures ont été prises pour limiter les dérapages relatifs aux exonérations fiscales et douanières. Il s'agit de centralisation des gestions fiscales des entreprises à la Direction des grandes entreprises et de l'élargissement de la liste des contribuables et du contrôle.

Les Comores n'appliquent pas la TVA, mais en lieu et place le pays utilise la taxe sur la consommation qui n'est pas efficace à cause de sa non-déductibilité pour les entreprises et son non-paiement pour les autres. Le nouveau code des investissements, promulgué par le Président en janvier 2021, prévoit néanmoins des avantages fiscaux pour les investissements supérieurs ou égaux à 40 000 Euros.

Disponible aux Comores depuis les années 90, le système Sydonia a toujours été l'outil de travail de prédilection utilisé par les douanes comoriennes. Ces dernières sont restées fidèles et ont suivi les différentes évolutions qu'a connu ce système dont le plus récent est le sydoniaworld.

La corruption affecte aussi l'administration des impôts dans les Comores. Dans les rapports de « Transparency International ». En effet, le pays est classé au 164^e rang sur 180 avec un score de 20/100 en 2021, en net recul par rapport à 2013 où il était 127^e au classement avec un score de 28/100. Chaque année, les Lois de Finances apportent des modifications dans certains articles des politiques fiscales du pays. En 2021, le pays a : i) créé une taxe assise sur la production de vanille, le girofle et l'essence d'ylang-ylang et ii) quadruplé des licences d'importation et/ou commercialisation sur les boissons alcoolisées. Dans la LFI2023, la taxe sur le droit d'accise sur les produits de chapitre 22 boissons alcoolisées est fixé à 352%. Et la taxe sur le droit d'accise sur les produits de chapitre 24 cigarette et tabac est fixé à 302%.

Des réformes ont été initiées au niveau des politiques fiscales pour améliorer les recettes fiscales dans le cadre de la relation du pays avec le FMI. Il s'agit d'utilisation du logiciel SIGIT au niveau de la direction des impôts, la création du compte unique du Trésor (CUT), la suppression récente de l'exonération de la taxe sur les ventes de matériaux de construction, et le transfert de la gestion des taxes sur les produits pétroliers à l'administration des douanes. . La flambée des prix a conduit le gouvernement à augmenter les prix administrés en 2022 pour contenir les pertes des entreprises publiques, ainsi qu'à accorder des subventions temporaires et des exonérations fiscales sur certains produits de base comme le riz et la farine.

Le taux de pression fiscale a été de 8,6% en 2021 à 7,7% en 2022 (FMI, 2023). La part des douanes dans la LFI2023 devrait être près de 60% tandis que les impôts devraient assurer près de 40%.

14.b. Tax administration

Score Type	Value
Draft Score	2.5
Reviewed Score	2.5
Second Draft Score	2.5
Final Score	2.5

Country Notes:

On note la faible performance de l'administration des impôts . Plusieurs mesures ont été prises, entre autres, i) l'application d'un nouvel organigramme prenant en compte la création de la Direction des grandes et moyennes entreprises, ii) la mise en œuvre du plan stratégique de trois ans de l'AGID, iii) le recrutement et formation de 40 agents des impôts, iv) l'élaboration d'un plan de formation et d'affectation des agents de l'AGID, v) la dotation des équipements informatiques et matériels roulants des centres des impôts dans les îles et vi) la mise à niveau du logiciel de collecte des impôts (SIGIT) pour permettre le croisement des données et l'interconnexion avec d'autres systèmes d'information du Gouvernement.

Pour le moment, les résultats semblent faibles si on se réfère au taux de pression fiscal de Le de 8,6% en 2021 à 7,7% en 2022 (FMI, 2023).

Les réformes entreprises ces dernières années concernent la dématérialisation des systèmes de paiement. À la Douane, les reformes concernent le renforcement des capacités du personnel et des structures et la digitalisation des procédures. Au niveau de l'impôt, le système intégré et de gestion des impôts et des taxes (Sigit) a permis d'engager un long travail d'assainissement et d'informatisation des circuits de paiement avec l'instauration de la télédéclaration. En janvier 2021, le ministre des Finances, a lancé officiellement, les caisses enregistreuses qui sont destinées à assurer la traçabilité de la taxe sur la consommation (Tc) pour toutes les transactions des contribuables. Les caisses enregistreuses participent à cette politique visant à assurer la traçabilité, la transparence et la sécurisation des recettes publiques.

Dans le cadre des reformes avec le FMI, il ya la separation en deux de l'ancienne AGID en deux,(i) une Direction Générale des Impôts (DGI) et (ii) une unité chargée des affaires foncières non-fiscales (Direction Nationale des Affaires Foncières et Domaniales, DNAFD) . Le Président a pris le 12 mai 2023 un décret N23-044/PR portant création, attributions, organisation et fonctionnement, sous-tutelle du Ministre des finances. Le Directeur général des Impôts a été nommé et plusieurs directions et services sont en cours de créer au sein de la DGI. Il y a aussi le transfert du droit de la gestion des taxes sur les produits pétroliers à l'administration des douanes, auparavant gérer par la Société Comorien des Hydrocarbures (SCH).

15. Quality of Public Administration

Criteria Score: 1.833

15.a. Policy coordination and responsiveness

Score Type	Value
Draft Score	2.0
Reviewed Score	2.0
Second Draft Score	2.0
Final Score	2.0

Country Notes:

Les Comores se caractérisent par d'importants dysfonctionnements au niveau de l'administration. Le principal défi demeure la coordination entre l'administration centrale et les administrations autonomes des 3 îles insulaires qui disposent de leurs propres " gouvernements" ou Commissaires. Des réticences subsistent entre les administrations autonomes et administration centrale. Il se pose également un problème de supervision des entreprises et établissements publics qui comme présenté plus haut représentent un important pôle de dépenses pour le budget de l'État. Une unité de coordination des

entreprises publiques vient d'être créée à cet effet, rattachée au ministère des finances.

Un budget consolidé, composé de recettes et dépenses par île et de l'administration centrale, a été appliqué dans les Lois des Finances. Depuis 2021, il y a le transfert courant aux administrations communales de 5 millions de KMF par commune.

Au niveau de la gouvernance, le score du pays dans l'indice « Mo Ibrahim » de 2021 était de 42,5 sur 100, contre un score moyen de 48,9 pour l'Afrique, le plaçant au 38ème rang sur 54 pays. Ce score est en baisse de 3,9 points par rapport à la situation de 2015, en raison des régressions notables dans les sous-catégories « sécurité et état de droit » et « participation et droits de l'homme ».

Pour respecter l'équilibre des îles, le président s'assure, dans la formation des gouvernements, que les ministres et secrétaires d'État soient composés des personnalités issues des trois îles.

15.b. Service delivery and operational efficiency

Score Type	Value
Draft Score	2.0
Reviewed Score	2.0
Second Draft Score	2.0
Final Score	2.0

Country Notes:

Les Comores ont mis en place un ensemble de mécanisme pour assurer l'effectivité et l'efficacité des prestations de l'administration publique. Il existe une section des comptes a la Cour suprême, une inspection générale des Finances, une direction nationale du contrôle financier et de l'Autorité de régulation des marchés publics, associée à la Direction nationale de contrôle des marchés publics. Cependant, ce mécanisme ne garantit pas l'effectivité des dépenses dans les Comores. Le sureffectif dans l'administration et l'existence de plusieurs fonctionnaires fictifs rendent onéreuses les prestations de l'administration publique.

Les Comores ont bénéficié d'un renforcement substantiel des capacités du FMI ces dernières années, axé sur l'administration des recettes, la gouvernance des finances publiques, la surveillance du secteur financier et la capacité statistique. Cependant, la mise en œuvre des politiques ne s'est améliorée que limitée dans un contexte de faible gestion de la fonction publique. Par exemple, les recettes fiscales restent très faibles tout comme la gouvernance des finances publiques et des fonctions publiques.

Le Focus groupe (Source : Rapport National Volontaire de la mise en œuvre des ODD, 2023) en date du 19 avril 2023 mentionne plusieurs maux qui expliquent la mauvaise qualité du service public ainsi que les raisons de la forte insatisfaction des citoyens. La majorité des participants ont déclaré en précisant: « Les services publics sont vraiment inefficaces ». L'indice et tableau de bord des ODD pour l'Afrique subsaharienne (Lien : <https://sdgcafrica.org/wp>), le taux de satisfaction des usagers des services publics de l'Union des Comores est de 23%, ce qui indique une insatisfaction de 77%. Aux Comores les usagers des services publics vivent des situations d'inégalité et de discrimination liées aux origines géographiques, sociales, claniques et aux partis politiques. Cette crise des services publics se manifeste également en Afrique (Référence : les services publics en Afrique : une demande non... web issu ; <https://issuu.com>). Ainsi, la loi N°22 – 008/AU du 20 juin 2022 modifiant et complétant la loi N°04 – 006/AU du 10 novembre 2004 portant statut général des fonctionnaires de l'Union des Comores intègre en son article 21 les dispositions internationales et notamment Africaines relatives à l'organisation et au fonctionnement des services publics tels les principes d'égalité, d'équité, de transparence et d'efficacité.

15.c. Merit and ethics

Score Type	Value
Draft Score	1.5
Reviewed Score	1.5
Second Draft Score	1.5
Final Score	1.5

Country Notes:

Les décisions d'embauche et de promotion semblent être fondées en partie sur le clientélisme comme l'appartenance à un parti politique, à une île et dans une moindre mesure à une grande famille de notabilité. Même si l'État a fixé les règles d'avancement des fonctionnaires, celles-ci ne font l'objet d'aucun respect de la part des dirigeants. Il existe une Haute Autorité de la fonction publique depuis 2013, sans que celle-ci soit réellement fonctionnelle. Par exemple, les décisions d'embauche et de promotion semblent être basées en partie sur le favoritisme, ce qui contribue, entre autres, à l'inadéquation des compétences et une faible responsabilité des fonctionnaires. À terme, elle conduit à son tour à des faibles résultats dans de nombreux domaines de l'administration publique, y compris dans des domaines clés tels que la mobilisation des recettes, gestion des finances publiques et services d'éducation.

Le pays étudie actuellement la possibilité de renforcer le recrutement par le biais d'un concours/examen d'entrée dans tous les secteurs de la fonction publique, comme c'est déjà le cas à la banque centrale des Comores.

Selon le classement de l'indice de perception de la corruption de *Transparency international*, le pays est classé au 164ème rang sur 180 avec un score de 20/100 en 2021, en net recul par rapport à 2013 où il était 127ème au classement avec un score de 28/100.

15.d. Pay adequacy and management of the wage bill

No score data available for this subcriteria.

16. Transparency, Accountability, and Corruption in the Public Sector

Criteria Score: 1.5

16.a. Accountability of the executive to oversight institutions

Score Type	Value
Draft Score	1.5
Reviewed Score	1.5
Second Draft Score	1.5
Final Score	1.5

Country Notes:

Le niveau de corruption aux Comores demeure préoccupant, au regard des rapports de Transparency international et de l'Indice Mo Ibrahim. Le pays est classé au 164ème rang sur 180 avec un score de 20/100 en 2021. La mise en œuvre des mesures anti-corrupsions aux Comores est jugée faible. L'État a mis en place une Commission de prévention et de lutte contre la corruption, mais celle-ci n'a jamais réellement fonctionné et les quelques rapports transmis à la justice sont restés sans suite. Il existe aussi une section des comptes à la Cour suprême qui élabore chaque année une série de rapports de contrôle adressé au Parlement et au Gouvernement, sans que ces rapports n'aient fait l'objet d'une réaction du gouvernement, malgré la dénonciation des juges de la Cour suprême. Il existe également une Inspection générale des finances, dont les textes fondamentaux ne sont toujours pas signés.

En septembre 2016, la Commission de prévention et de lutte contre la corruption a été dissoute, comme la Cour constitutionnelle. Les principales institutions de contrôle sont la Cour suprême et le Parlement.

En 2019, les Autorités ont décidé de renforcer le régime de déclaration des patrimoines, mais ne sont pas d'accord sur la publication de ces déclarations.

La Président a promulgué par le décret n°21?018/PR du 16 février 2021 la loi n°20?038/AU du 29 décembre 2020 portant Code Pénal. Les questions de corruption, passive ou active sont traitées dans ce nouveau Code Pénal.

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme FEC avec le FMI, Le chef de l'État a promulgué, le 25 septembre dernier, la loi N°23-011/Au portant sur la prévention et la lutte contre la corruption. Elle vise à renforcer les mesures de prévention et de lutte contre la corruption, à promouvoir l'intégrité et la transparence dans la gestion des secteurs public et privé, tout en incriminant la corruption sous toutes ses formes aux Comores. La loi institue une chambre anti-corruption qui aura son siège dans les locaux de la section des comptes de la cour suprême et fonctionnera de manière indépendante des autres sections de cette haute juridiction, bénéficiant d'une autonomie administrative et financière.

Dans le rapport Mo Ibrahim de 2021, le pays s'est placé à la 45e rang sur 54 pays dans la sous-rubrique « Transparence et redevabilité » et a la 49e rang sur 54 pays dans la sous-rubrique « Anti-corruption ».

La loi N 23-011/Au portant sur la prévention et la lutte contre la corruption aux Comores a été promulgué par le Chef de l'État le 25 septembre 2023. La prochaine étape est la mise en œuvre de cette loi, dont la mise en place de la Chambre Anti-corruption a la Cour suprême, mais qui devra indépendante des autres sections au sein de la Cour suprême.

16.b. Access of civil society to information on public affairs

Score Type	Value
Draft Score	1.5
Reviewed Score	1.5
Second Draft Score	1.5
Final Score	1.5

Country Notes:

Aux Comores, ils existent plusieurs associations de la société civile très engagées qui s'impliquent non seulement dans la bonne gouvernance, dans la lutte contre la corruption, la réforme politique, mais aussi dans le développement socio-économique du pays. La plupart d'entre elles se regroupent dans la Maison des organisations des sociétés civiles et bénéficient l'appui des partenaires techniques et financiers des Comores. Cependant, l'accès à l'information demeure très difficile pour ces associations car les documents officiels sont plus souvent assortis des sceaux de confidentialité. En revanche, les délibérations de l'Assemblée nationale et des Conseils des îles sont suivies et publiées aux Comores, grâce au réseau informel d'information. Pour ce qui est des décisions de la justice, elles sont très difficiles d'accès par la société civile qui parfois fait même l'objet de représailles. La situation n'est guère évoluée en raison de la persistance de la tension politique au pays. Chaque île dispose d'une organisation de la société civile regroupant les groupements existants.

En termes de liberté de presse, le rapport Indice Mo Ibrahim de 2021, a placé les Comores à la 30e place sur 54 pays africains.

Les Organisations de la société civile (OSC) aux Comores travaillent avec et sont généralement subventionnées par les partenaires au développement. Les pistes d'amélioration concernent - l'unification en une seule entité des 3 organisations de la société civile des 3 îles; - l'amélioration de l'indépendance financière des OSC.

16.c. State captured by narrow vested interests

Score Type	Value
Draft Score	1.5
Reviewed Score	1.5
Second Draft Score	1.5
Final Score	1.5

Country Notes:

Les décisions d'embauche et de promotion dans l'administration publique semblent être fondées en partie sur le clientélisme, une situation qui favorise des risques de conflits d'intérêts dans l'administration publique. Des risques de conflits d'intérêts sont également élevés notamment en raison de la proximité entre les opérateurs économiques et certains acteurs politiques, contribuant ainsi à favoriser des situations de rente. Aux Comores, ce principe de clientélisme est également perceptible dans l'octroi des marchés publics dans lequel le recours excessif aux marchés de gré à gré a été généralisé, violant ainsi tous les textes officiels régissant les marchés publics. Le pays s'est trouvé à la 49e place sur les 54 pays africains dans le sous-critère " Mécanisme anti-corruption " dans l'indice Mo Ibrahim de 2021..

Les progrès sont lents en ce qui concerne la collecte et la publication d'informations sur les projets de marchés publics, y compris des renseignements sur les bénéficiaires effectifs, conformément à la circulaire et à la feuille de route publiées en décembre 2021. En 2023, Les autorités ont commencé à

publier des informations sur les contrats liés à la COVID-19 sur le site de la Banque Centrale des Comores (BCC), tandis qu'un site en ligne permanent consacré aux contrats de marchés publics est en cours de développement.

La loi N 23-011/Au portant sur la prévention et la lutte contre la corruption aux Comores a été promulgué par le Chef de l'État le 25 septembre 2023. Parmi les pistes d'amélioration figurent :- l'organisation des concours pour l'admission à la fonction publique (la BCC a déjà mis en œuvre cette pratique); -la publication de toutes les informations des projets de marchés publics, y compris des renseignements sur les bénéficiaires effectifs.

(E) Infrastructure and Regional Integration

Cluster Score: 2.209

17. Infrastructure Development

Criteria Score: 2.167

17.a. Sector strategy/policy

Score Type	Value
Draft Score	2.5
Reviewed Score	2.5
Second Draft Score	2.5
Final Score	2.5

Country Notes:

Le déficit d'infrastructures est une des grandes faiblesses de l'économie des Comores et hypothèque les perspectives de développement du pays. En termes de l'énergie, le pays dispose depuis 2013 de la stratégie nationale de l'énergie des Comores à l'horizon de 20 ans, d'une politique de l'énergie électrique et des produits pétroliers en 2012 et d'une loi sur les énergies renouvelables depuis 2017. Dans le cadre des transports, le pays dispose d'un plan directeur national du transport routier 2015-2025. Le fonds d'entretien routier a été intégré dans le budget de l'État et suivant le décret N 19-025/PR le fonds d'entretien routier est transformé en Fonds Routier (FR). Dans le transport maritimefluvial, un schéma directeur portuaire à l'horizon 2030 a été élaboré en 2014. Le port d'Anjouan a été considéré comme le port en eau profonde de l'archipel, qui dispose d'un grand centre de stockage, d'une capitainerie ainsi que d'équipements de chargement et de déchargement permettant le transbordement des gros navires en

moins d'une journée. Pour le réseau aéroportuaire, le pays dispose de l'aéroport international de Moroni et deux aéroports secondaires à Anjouan et à Mohéli. L'aéroport de Moroni est en cours de rénovation.

En termes de l'ITC, le pays trouve la numérique comme un vecteur de développement. La stratégie "Comores Numériques 2028" a été élaborée en décembre 2018 et l'Agence Nationale de Développement numérique (ANADEN) a été créée en janvier 2019 pour piloter la révolution numérique tout en s'appuyant sur cette stratégie. Le Plan national d'investissement agricole (PNIA) 2020-2024 des Comores a été élaboré, notamment dans le construction des infrastructures agricoles... L'Union des Comores a adopté une Politique Nationale de la Santé pour la Période 2015–2024 qui est déjà mis en œuvre. L'État a engagé un grand chantier pour la construction d'un Centre hospitalier Universitaire à Moroni.

Le Code de l'Eau et assainissement a été révisé et vulgarisé en 2022 et le Code de l'Energie Électrique aux Comores » a été promulguée le 15 aout 2023.

La politique sectorielle de l'Etat des Comores passe par le développement des infrastructures du pays assurant une répartition équitable dans les trois îles qui compose l'archipel. En effet, les axes vecteurs de cette politique sectorielle depuis 2017/2019 sont les suivants – Les infrastructures pour l'amélioration de l'environnement des affaires et l'appui au secteur privé (ex. infrastructure, énergie, coût des facteurs et des affaires, etc.) — Les infrastructures pour des pôles économiques/industriels/agro porteurs (R&D, écotourisme, secteurs innovants et productifs ainsi que la prévention des catastrophes) — Les infrastructures pour la performance de la livraison des services et utilités vers la population et son tissu économique.

Les politiques et stratégies sectorielles aux Comores sont élaborées souvent avec l'appui technique et/ou financier des partenaires au développement, justifiant les respects des normes internationales.

17.b. Legal and regulatory frameworks for infrastructure

Score Type	Value
Draft Score	2.5
Reviewed Score	2.5
Second Draft Score	2.5
Final Score	2.5

Country Notes:

La Plan Comore Émergent 2030 se base sur le développement des infrastructures pour atteindre l'objectif de l'émergence à l'horizon 2030.

Le cadre juridique et réglementaire en matière d'infrastructures demeure confus aux Comores, en raison du caractère de type confédéral de l'État qui accorde une large autonomie aux trois îles. C'est ainsi que la répartition des compétences dans le développement des infrastructures reste sujette à beaucoup d'incompréhension surtout que même les communes qui ne disposent pas souvent de ressources budgétaires demandent de s'impliquer. Une relecture des textes sur les compétences des différents acteurs s'avère nécessaire pour délimiter les champs d'intervention de chaque acteur.

Le décret présidentiel N 22-085/PR a été pris le 13 octobre 2022 portant promulgation de la loi N 22-011/AU du 23 juin 2022, modifiant et complétant la loi N 11-027/AU du 29 décembre 2011 portant Passation des marchés publics et délégation des services publics.

Le PCE 2030, dans la continuité des précédentes stratégies de développement, accorde une place importante aux partenariats publics-privés (PPP). La Loi n°17-019/AUC portant cadre juridique des PPP a été adoptée en décembre 2017 afin de proposer un cadre favorable à des nouveaux investissements, tout en assurant leur orientation vers des secteurs prioritaires et créateurs d'emplois. Ce type de partenariats entre le secteur public et le privé est repris dans le PCE 2030 et prévoit le cofinancement dans la plupart des projets présentés à la CPAD, notamment l'exploitation des ports, le transport aérien, la géothermie, les énergies photovoltaïques et les services publics hospitaliers.

17.c. Public resource management and accountability in the infrastructure sector

Score Type	Value
Draft Score	1.5
Reviewed Score	1.5
Second Draft Score	1.5
Final Score	1.5

Country Notes:

Les Comores disposent d'un code de marchés publics et des institutions y afférentes, notamment une Autorité de régulation de marchés publics (ARMP), la Direction nationale du contrôle de marchés publics (DNCMP) et des cellules sectorielles de gestion de marchés publics. Ce cadre institutionnel a été préparé avec le soutien des partenaires techniques et financiers du pays. Dans la pratique, les investissements publics aux Comores sont globalement financés par les ressources extérieures soumises en général aux procédures des bailleurs de fonds. Pour ce qui est de la partie financée par les ressources nationales, le gouvernement n'a pas été tenté de suivre ses propres procédures. Des marchés de gré à gré persistent en raison du niveau de corruption élevé et l'existence de la situation de rentes.

Le secteur des infrastructures (Transport/ Energie/ Eau- Assainissement) est marqué par une faible qualité de gouvernance (globale et sectorielle) caractérisée par : -cadre législatif et règlementaire archaïque, -mauvaise gestion du patrimoine et actifs –mécanismes de financement volatiles,-culture d'entretien du patrimoine non développée,-offre de services aux entreprises /au privé non améliorée, A titre d'exemple, l'infrastructure de transport terrestre est caractérisés par l'absence d'entretien courant et périodique depuis une décennie qui l'a mis en phase de dégradation accélérée d'une grande partie des infrastructures de transport (des routes, voies et espaces urbains). D'autre part, l'état avancé de la vétusté du réseau de transport/distribution électrique induit d'importantes pertes techniques et commerciales, ce qui a favorisé la défaillance des entreprises publiques d'électricité (Mamwe et EDA) incapables de gérer à bien ce secteur vital pour le développement et le partage de la croissance dans le pays.

Plusieurs entreprises publiques ont accusé des pertes en 2022, notamment en raison de la hausse des prix des carburants (en moyenne hausse de 40%) et de l'électricité (50%) dans le pays et la situation économique national/international morose.

Les progrès sont lents en ce qui concerne la collecte et la publication d'informations sur les projets de marchés publics, y compris des renseignements sur les bénéficiaires effectifs, conformément à la circulaire et à la feuille de route publiées en décembre 2021. Les autorités ont commencé à publier des informations sur les contrats liés à la COVID-19 sur le site de la BCC, tandis qu'un site en ligne permanent consacré aux contrats de marchés publics est en cours de développement

18. Regional Integration

Criteria Score: 2.25

18.a. Movement of persons and labor and right of establishment

Score Type	Value
Draft Score	2.5
Reviewed Score	2.5
Second Draft Score	2.5
Final Score	2.5

Country Notes:

Aux Comores, il n'y a pas de restriction officielle à la libre circulation et au libre établissement des personnes. Les Comores sont parmi les pays ayant signé le protocole de la libre circulation des personnes, au droit de résidence et au droit d'établissement de l'Union africaine. Mais, le pays n'a pas encore ratifié ce protocole. Le Visa est obligatoire pour entrer aux Comores, mais on peut s'en procurer à l'arrivée à l'aéroport de Moroni, muni d'une certaine condition. A l'exception de fermeture des frontières lors de la période de pandémie, les Comores, en tant que nouveau membre de la SADC préparent la mise en œuvre d'une libre circulation des personnes entre les pays membres de cette communauté régionale.

Dans le cadre de la ZLE de la COI, les marchandises échangées entre les pays membres sont exonérés de droits de douanes sous réserve du respect des critères d'origine définis dans le Protocole sur les Règles d'origine COI. Les critères d'origine COI sont très proches du modèle du COMESA. Le Protocole est appliqué par tous les pays membres (Comores, Seychelles, Madagascar) à l'exception de La Réunion qui fait partie de l'UE.

Le Marché Commun pour l'Afrique Orientale et Australe (COMESA) est la première zone d'intégration économique et commerciale à laquelle les Comores ont adhéré. Le pays a ratifié le traité de zone de libre échange (ZLE) du COMESA en 2006, et applique depuis 2012 un tarif préférentiel au taux zéro sur les marchandises importées des 18 autres pays membres, en dehors d'une liste de produits sensibles définis par les Comores. Ce tarif est aussi appliqué sur les produits comoriens exportés dans la région, lorsque celles-ci répondent aux critères sur l'origine adoptés par les pays membres.

L'Union des Comores a adhéré la SADC en 2017. Les Comores exonèrent de droits de douane les produits importés des 15 autres pays membres mais appliquent ses propres tarifs sur les produits originaires des pays non-membres. En effet, la mise en place d'une union douanière au sein de la SADC n'est pas encore effective.

L'accord tripartite vise la création d'un marché commun entre les 27 pays membres des trois communautés économiques régionales et résoudre ainsi les problèmes de chevauchement des adhésions. Les négociations pour la mise en place de la zone de libre échange tripartite ont commencé en 2011 et ont abouti par la signature du traité de libre-échange en 2015. Bien que de nombreux pays aient signé le traité, y compris les Comores, l'accord est en attente de ratification et les négociations se poursuivent dans plusieurs domaines notamment sur le commerce de services.

L'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements (ANPI) s'est chargée de délivrer le permis de travail aux étrangers, avec un renouvellement sur la base annuelle, mais sans limite fixe.

Le nouveau code des investissements, promulgué par le Président en janvier 2021, prévoit des avantages fiscaux pour les investissements supérieurs ou égaux à 40 000 Euros.

Les Comores sont classées au 14^e place sur les 54 pays africains, avec un score de 0,800 dans le rapport d'indice d'ouverture sur les Visas 2022 de la Banque. Le pays est convaincu des avantages liés à la libre circulation des hommes et femmes d'affaires, des investisseurs, des étudiants et des touristes africains. Dans le rapport de l'UA/BAD/CEA sur l'indice de l'intégration régionale en Afrique de 2020, l'UdC est à la 20^e place dans le classement général sur les 54 pays africains avec un score de 0,350, globalement, tiré par la dimension : "libre circulation des personnes" où le pays obtient la note maximale. Les Comores avec un score de 1,000 se classent premier sur les 16 pays de la SADC (0,490) en matière de libre circulation des personnes. Ils se classent premier aussi au sein de COMESA et CEN-SAD.

18.b. Regional financial integration

Score Type	Value
Draft Score	2.0
Reviewed Score	2.0
Second Draft Score	2.0
Final Score	2.0

Country Notes:

L'accord entre la Banque centrale des Comores et la France rattache le franc comorien au franc français, puis à l'euro depuis 1999, et ancre la politique budgétaire en plafonnant les avances statutaires de la Banque centrale au Trésor sur la base de la moyenne des recettes intérieures de trois exercices précédents. Du fait de cet accord, les outils de politique monétaire se limitent aux exigences des réserves légales et à la rémunération des dépôts des institutions financières (obligatoires et excédents). L'appartenance des Comores à cette union monétaire a permis de maintenir faible et stable les taux d'inflation.

Cependant, cette union monétaire relativement stable n'arrive pas à attirer des investissements étrangers venant des pays de la Région de l'Afrique de l'Est ou de l'océan indien. Le niveau des investissements directs étrangers du pays demeure faible (près de 1% du PIB en 2022). Le nouveau code des investissements promulgué par le Président en janvier 2021, tente de pallier ce problème, en proposant des avantages fiscaux pour les investissements supérieurs ou égaux à 40 000 Euros.

En outre, les programmes d'intégration des communautés économiques régionales dans lesquelles le pays est membre, à savoir le COMESA et la SADC prévoient l'intégration monétaire et financière.

Cependant, ces programmes sont actuellement dans la phase du respect des critères de convergences macroéconomiques et la mise en place des institutions monétaires et des chambres de compensation pour faciliter la venue de l'intégration financière régionale. Dans le respect des critères de convergence dans les Communautés économiques régionales, les Comores bénéficient de son appartenance à la Zone franc qui impose déjà des critères macroéconomiques, proches de ceux de la SADC et du COMESA. Cependant, l'inflation est toujours élevée aux Comores et son secteur bancaire est faible, comme le souligne le communiqué de presse des services du FMI de juin 2023 sur les Comores. Il existe neuf institutions de dépôt aux Comores, dont la plupart ont un faible ratio de capital, inférieur aux exigences réglementaires.

Selon la publication d'août 2023 de l'Alliance pour l'inclusion financière, seuls 25 % des résidents des Comores possèdent un compte bancaire, ce qui est bien en dessous de la moyenne régionale de 55 %, indiquant ainsi que l'inclusion financière aux Comores est extrêmement faible. L'investissement aux Comores reste faible, ce qui peut être attribué à la faiblesse du climat réglementaire et d'investissement soutenu par la corruption croissante et la faiblesse des institutions, comme le note le communiqué de presse des services du FMI de juin 2023. Les Comores ont également du mal à bien s'intégrer au COMESA et à la SADC car elles ne satisfont pas à la plupart des critères de convergence. Comme indiqué dans le communiqué de presse des services du FMI de juin 2023, l'ingérence politique dans le secteur bancaire est courante, ce qui compromet la stabilité du secteur financier.